

## Négociations à l'OMC : Les Membres parviennent à un Accord-Cadre, mais la suite promet d'être difficile

Les Membres de l'OMC ont finalement trouvé un Accord qui fixe le Cadre des négociations commerciales pour le Cycle de Doha. Trois années de discussions sans relâche ont été nécessaires pour donner un nouveau souffle à la réglementation des échanges internationaux et garder l'espoir d'un compromis sur des modalités plus pratiques pour les échéances à venir.

Depuis le début du mois de Juillet, les négociations se sont emballées, aussi bien dans les enceintes officielles que dans des cadres informelles de discussions. Le 16 Juillet, le directeur général de l'OMC, Supachai Panitchpakdi et le président du Conseil Général, Shotaro Oshima, avaient mis en distribution un premier projet de Texte cadre sur les négociations commerciales du Cycle de Doha. A la suite de la publication du texte, les Membres se sont réunis dans un certain nombre d'enceintes : une réunion des chefs de délégation convoquée par Supachai les 19 et 20 juillet, des réunions informelles sur l'agriculture et sur l'accès aux marchés industriels le 20 juillet, et une vidéo conférence entre les Membres du groupe des Cinq parties intéressées – Etats-Unis, UE, Australie, Brésil et Inde. Le G-20 composé de grands pays en développement comprenant entre autres le Brésil, l'Inde, la Chine et l'Afrique du sud, s'est également réuni le 20 juillet. Les réactions des Membres ont paru un peu mitigé face à cette première tentative d'aboutir à un consensus. Si la plupart ont considéré que le Projet de Cadre constituait un consensus minimum pour aller de l'avant, plusieurs pays ont par contre averti que le texte était complexe et ont déclaré avoir besoin de temps pour consulter leurs capitales. Des déséquilibres subsistaient et une prise en compte plus forte des questions de développement était suggérée par les pays en développement. Des divergences persistantes sur l'agriculture et sur l'accès aux marchés des produits industriels ne permettaient pas d'envisager sérieusement la signature d'un accord pour le 1<sup>er</sup> Août.

C'est dans ce contexte plein d'incertitudes que l'OMC publia, le 30 Juillet, un second Draft sensiblement peu différent du premier, mais qui finira par aboutir à l'accord « historique » du 1<sup>er</sup> Août. Cette version du 30 Juillet semblait satisfaire les demandes des pays développés pour un plus grands accès de leurs produits industriels aux marchés des pays en développement qui, de leur côté, semblaient se satisfaire de la fin annoncée des subventions sur l'agriculture.

Au cours d'une séance marathon, les Membres de l'OMC ont finalement abouti à un Accord-Cadre. Le

Compromis du 1<sup>er</sup> Août Juillet va remettre le Cycle de Doha sur les rails. La fin de cette année 2004 n'est plus une échéance crédible pour la conclusion du cycle, mais l'espoir d'arriver à des modalités pratiques et efficaces d'ici la conférence ministérielle de l'OMC en décembre 2005 va être l'élément moteur des négociations dès la rentrée prochaine. C'est ce qui explique l'optimisme du Directeur Général de l'OMC, Supachai Panitchpakdi, quand il déclare : «Aujourd'hui, le multilatéralisme a remporté un petit triomphe». «Le jour où nous concluons le cycle de Doha sera un triomphe majeur». «C'est un moment historique pour notre organisation».

L'Accord-Cadre du 1<sup>er</sup> Août contient des avancées dans des domaines de négociation aussi divers que le coton et les questions de développement. Ces différents points sont consignés dans la partie générale de la Décision. Les points de négociations les plus importants qui ont pu faire l'objet d'un consensus significatif ont fait chacun l'objet d'un Annexe séparé. Ce sont l'Agriculture (voir par ailleurs), la question de la facilitation des échanges qui a été extirpée des autres thèmes de Singapour et la question de l'accès aux marchés pour les produits non agricoles.

### Consensus pour le lancement des négociations sur la facilitation des échanges

Dès la publication du Draft du 16 Juillet incluant la facilitation des échanges dans les prochaines négociations, des pays en développement s'étaient prononcés sur les mesures d'accompagnement idoines. Depuis quelques mois, un compromis se profilait pour la désagrégation des thèmes de Singapour au point que l'inclusion de la facilitation des échanges dans les négociations ne faisait que cristalliser un consensus déjà acquis. Dans la première quinzaine du mois de Juillet, les Membres du G90 réunis à Maurice l'avaient accepté formellement même si certaines conditions

avaient été précisées. Il s'agissait d'une part de la prise en compte des préoccupations des pays en développement et d'autre part de la condition que l'accord-cadre présente un équilibre satisfaisant. Pour le G90, l'idée d'équilibre satisfaisant s'entend d'une exemption à des engagement de réduction sur l'agriculture et l'ANMA en faveur de ses membres, des engagements sur les préférences commerciales, d'une solution satisfaisante sur le coton et des engagement clairs sur le traitement spécial et différencié. En clair, l'engagement de négocier sur ce terrain est une concession qui exige

(suite à la page 2)

### Sommaire

Agriculture : des promesses ambitieuses qui dégèlent les négociations globales	3
Le Coton versé dans les négociations sur l'agriculture en dépit des réticences africaines	5
Les Produits Spéciaux pour les pays africains dans les négociations à l'OMC	6
Différend sur le sucre : une décision préliminaire du panel de l'OMC donne tort à l'Union européenne	8
La Protection du développement durable en Afrique de l'ouest : quelques repères	11
L'AGOA III officiellement lancée, les PMA bénéficient du « third country fabric » pour trois ans encore	13
Publications et Evénements	24

*Négociations à l'OMC... (suite de la page 1)*

une contrepartie à trouver dans les autres domaines de négociations.

Dans le texte de l'Accord-Cadre du 1er Août, le Conseil Général décide, par Consensus explicite, de commencer des négociations sur la facilitation des échanges. Les trois autres thèmes de Singapour – investissement, concurrence, marchés publics – seront laissés en dehors de la Série de négociations de Doha. Les modalités de négociation sur la facilitation des échanges sont incluses dans l'Annexe D qui énonce la nécessité de l'assistance technique, du renforcement des capacités et du traitement spécial et différencié pour les pays en développement. A cet égard, les futurs négociations partent du principe que le traitement spécial et différencié devrait aller au delà de l'octroi des périodes de transitions traditionnelles pour la mise en œuvre des engagements. Le feu vert obtenu dans ce domaine pour lancer des négociations résulte d'une prise de conscience générale de la nécessité de prévisibilité et de transparence dans le commerce. Mais la bonne volonté des pays en développement trouve des obstacles dans leur déficit de moyens infrastructurels pour une mise en œuvre d'éventuels engagements. Les pays développés ont accepté de consentir des efforts supplémentaires en termes d'assistance technique pour faciliter la mise à niveau et accélérer en conséquence le mouvement, la main levée et le dédouanement des marchandises, y compris les marchandises en transit.

En règle générale, les pays en développement estiment qu'un travail de clarification doit se poursuivre dans la phase de négociation des modalités, et s'étendre à une prise en compte permanente des implications potentielles d'un cadre multilatéral sur la facilitation des échanges, à une détermination des coûts de la mise en œuvre des nouvelles règles. Il faudra aussi résoudre la question de savoir comment et qui va assumer ce coût et celle d'avoir des éclaircissements sur l'applicabilité du mécanisme de règlement des différends et de savoir si les nouvelles règles seront contraignantes ou pas.

Le compromis sur la facilitation des échanges répond, sous certains aspects, aux préoccupations du Groupe africain à Genève. Celui-ci avait déclaré que les autres thèmes de Singapour devaient être retirés non seulement de la Série de négociations de Doha, mais de l'ensemble du programme de travail de l'OMC. Le groupe avait mis en garde contre le traitement rapide de la facilitation des échanges, en appelant à des décisions claires en premier lieu sur des questions telles que l'assistance technique.

**Accès aux marchés pour les produits non agricoles**

Sur les deux Drafts des 16 et 30 Juillet, l'accès aux marchés pour les produits non-agricoles est présenté sous la forme du projet négocié mais jamais adopté à Cancun – ce que l'on appelle le texte de Derbez – comme 'plate-forme pour une négociation plus poussée'. Selon le président du groupe de travail sur l'accès aux marchés pour les produits industriels, Stefan Johannesson, le texte restait sous forme d'Annexe parce que des négociations réelles n'avaient jamais démarré sur l'accès aux marchés pour les produits industriels. Stefan Johannesson avait envoyé une lettre à Supachai et au président Oshima, le 9 juillet, pour transmettre le texte de Derbez et identifier les domaines de préoccupation.

Lors de la réunion des chefs de délégation des 19 et 20 juillet, s'exprimant au nom du Groupe africain, le Nigeria avait déclaré que le Groupe ne pouvait accepter le texte de Derbez comme base des négociations et avait demandé des clarifications sur le statut juridique du texte, notamment sur la lettre du président Johannesson. Adoptant la même posture, les Membres du G90 avaient estimé que le texte de Derbez et ses annexes relatives à l'accès aux marchés pour les produits non agricoles (AMNA) sont en contradiction avec le principe de « réciprocité qui ne soit pas totale » énoncé dans la Déclaration ministérielle de Doha et, de ce fait, aggravent la crise de désindustrialisation et accentuent le chômage et la pauvreté dans les pays en développement.

L'Accord-Cadre du 1er Août reprend le texte de Derbez, mais en faisant un effort d'adaptation pour tenir compte des demandes des pays en développement. L'illustration la plus parfaite est la réintroduction du « principe de réciprocité qui ne soit pas totale » au paragraphe 2 de l'Annexe pertinente, et qui était l'une des revendications phares des pays en développement. Mais sans aucun doute, l'innovation majeure par rapport aux drafts précédents est l'introduction d'un paragraphe qui prévoit des négociations additionnelles pour parvenir à un accord sur les détails spécifiques de certains éléments de négociation. Ce faisant, le fait que le cadre ne contient que des éléments initiaux des négociations sur l'accès aux marchés est confirmé. Concrètement, cela signifie l'inexistence d'un acquis défini par le cadre et que tous les éléments afférents sont encore ouverts à la négociation. Ces éléments sont essentiellement ceux qui ont trait à la formule tarifaire à adopter, aux questions concernant le traitement des droits de douane non consolidés, à la question de la participation à la composante tarifaire sectorielle, aux préférences et aux flexibilités des pays en développement. A cet égard, des périodes de mise en œuvre plus longues sont aménagées, de même qu'une exemption générale d'application de la formule tarifaire est décidée pour les PMA. La formule en question concerne la parade trouvée pour atteindre l'objectif final de réduction des droits de douane, de réduction ou d'élimination des crêtes tarifaires, des droits élevés et de la progressivité des droits. La gamme de produits visés sera complète et sans exclusion a priori. Cette disposition pourrait poser un problème de principe et de cohérence des négociations dans leur ensemble. Elle postule, en dépit des flexibilités accordées aux pays en développement et aux PMA, une interdiction de principe de toute tentative de protéger une production nationale, quelques soient ses conséquences sociales ou économiques sur le pays. Cela conforte les pays pauvres dans leurs réticences d'exposer leurs industries nationales dans une compétition internationale dont les règles ne seraient pas modulables en fonction d'intérêts nationaux légitimes.

**Les questions de développement laissées en rade**

Le Texte cadre spécifie que tous les pays en développement bénéficieront d'un traitement spécial et différencié. Il énonce également que les préoccupations spécifiques des pays dépendants de préférences et tributaires de produits de base et les pays en développement importateurs nets de produits alimentaires devraient être prises en compte, de même que les préoccupations des petits pays en développement vulnérables, « sans créer de sous-catégorie de Membres. » En outre, il donne pour instruction à la session spéciale du Comité du commerce et du développement de trans-

*(suite à la page 16)*

## Agriculture : des promesses ambitieuses qui dégèlent les négociations globales

Les négociations agricoles à l'OMC sont de nouveau sur les rails. Le compromis obtenu sur le volet agricole semble avoir été l'élément moteur de la décrispation du processus dans l'impasse depuis l'échec de Cancun. L'étendue des divergences et la radicalisation des positions des Membres sur les trois piliers de l'agriculture étaient telles que l'incertitude et le suspens ont duré jusqu'au bout de ces pourparlers marathon. A bout du compte l'OMC a obtenu son accord et réussi à effacer partiellement l'échec historique de Cancun. Un accord qui, pour la première fois, prévoit d'ouvrir des négociations aux fins de fixer une date limite pour la suppression des subventions à l'exportation des pays du Nord et la baisse des autres formes de soutien ayant des effets de distorsion sur les échanges mondiaux de produits agricoles. C'est cette promesse qui, entre autres, a amené les pays en développement à lâcher du lest sur la facilitation des échanges et à réintroduire le coton dans l'agriculture. Il appartient désormais à l'OMC de veiller au respect des engagements des pays développés pour la réduction de leurs différentes formes de soutien.

### **Soutien interne : Une formule étagée adoptée, l'article 6.5 de l'Accord sur l'Agriculture en voie de modification...**

Une formule de réduction dite formule étagée est préconisée pour réduire le niveau de base global de tout le soutien interne ayant des effets de distorsions sur le commerce, à savoir la mesure globale de soutien (MGS) consolidée finale, le niveau *de minimis* et les versements de la catégorie bleue pris conjointement. Pour arriver à un résultat harmonisateur, les Membres dont les niveaux de soutien interne sont élevés procéderont à des réductions globales plus importantes.

La formule étagée est aussi appliquée pour la réduction de la MGS totale consolidée finale pour emmener les Membres qui ont des MGS plus élevées à procéder à des réductions plus importantes. Mais la plus notable avancée reste le verrouillage des possibilités de contournement de l'objectif de l'Accord par les transferts des mesures de soutien interne inchangées entre différentes catégories de soutien. A cette fin, il a été décidé de plafonner les MGS par produit à leur niveau moyens respectifs, mais selon une méthodologie qui reste à déterminer. Certains de ces niveaux seront ensuite réduits. Cette décision peut avoir un impact dans le cas du coton par exemple en mettant fin à la difficulté de qualification des différents soutiens connus sous une terminologie très diverse qui jette le flou sur la nature exacte des subventions.

Enfin, pour obtenir le niveau requis d'abaissement du soutien interne global ayant des effets de distorsion sur le commerce, les Membres sont libres de procéder à des réductions supérieures à celle qui découlent de la formule étagée.

Les paiements au titre de la Catégorie bleue sont en voie de modification aux termes de l'Accord. Celle-ci pourrait permettre aux Membres d'avoir recours à des versements directs au titre de programmes de limitation de la production ; et à des versements directs non liés à la production courante. Ces possibilités sont toutefois assorties de critères détaillés pour leur mise en œuvre. Ces critères feront en sorte que les versements de la Catégorie

bleue aient moins d'effets de distorsion sur les échanges que les mesures entrant dans la MGS, étant entendu que tous nouveaux critères devraient prendre en compte l'équilibre des droits et des obligations dans le cadre de l'OMC et qu'aucun nouveau critère à convenir ultérieurement n'aura l'effet pervers d'annuler les réformes en cours. Le soutien de la catégorie bleue ne pourra pas dépasser 5% de la valeur totale moyenne de la production agricole d'un Membre.

Cette proposition de modification a pu être interprétée comme tenant en compte le souci des Etats-Unis de voir ses règles modifiées pour lui permettre de notifier ses paiements contracycliques aux fins de la US Farm Act 2002 en tant que mesures de la Catégorie bleue. Avec le cadre actuel, de tels versements pourront être inclus dans la Catégorie bleue tant qu'ils « ne sont pas liés à la production en cours ». Cette disposition a fait dire à certains observateurs que l'Accord introduit des échappatoires dangereuses pour les USA sur les subventions. En outre, durant la période de mise en œuvre, les niveaux de la Catégorie bleue seraient réduits en-dessous d'un plafond à convenir. Toutefois, il ne serait pas demandé aux Membres ayant des niveaux particulièrement élevés dans la Catégorie bleue de procéder à « une réduction totalement disproportionnée ».

Pour ce qui est de la Catégorie verte, l'Annexe A prévoit le réexamen de ses critères pour garantir que les mesures dans cette Catégorie aient réellement des effets de distorsion tout au plus minimaux des échanges. Ses « concepts et principes de base et son efficacité » seraient préservés et les préoccupations autres que d'ordre commercial seraient prises en compte. La transparence des nouveaux programmes de la Catégorie verte serait renforcée, entre autres, à travers des engagements visant à notifier les nouveaux programmes de la Catégorie verte totalement et de manière ponctuelle.

Le niveau du soutien de *minimis* a fait l'objet d'une importante mesure en faveur des pays en développement. Le principe du TSD sera tenu en compte pour permettre à tous les PVD qui consacrent presque tout leur soutien de *minimis* aux agriculteurs pratiquant une agriculture de subsistance et dotés de ressources limitées d'être exemptés. Cette mesure, hormis qu'elle consacre un soutien au paysannat et la recherche de l'autosuffisance alimentaire, introduit une différenciation de fait entre les pays en développement en distinguant les soutiens de *minimis* alloués au développement de l'agrobusiness comme c'est le cas dans certains PVD, et ceux accordés à des fins strictement sociales.

### **Subventions à l'exportation : Le début de la fin !**

L'Accord spécifie clairement que toutes les formes de subventions à l'exportation doivent être éliminées en parallèle et que des disciplines sur toutes les mesures d'exportation doivent être mises en place, avec un effet équivalent, d'ici une « date butoir crédible ». Ceci comprendrait les subventions à l'exportation, les éléments qui faussent les échanges dans les crédits à l'exportation et les programmes d'assurance, les pratiques des entreprises

(suite à la page 4)

*Agriculture : des promesses ambitieuses ... (suite de la page 3)*

publiques de commercialisation qui faussent les échanges et l'aide alimentaire utilisée comme mécanisme d'écoulement des excédents, menant à des pertes de marchés.

Ainsi, à la satisfaction des pays en développement, les trois dispositifs de soutien aux agriculteurs du Nord seront réformés: les subventions à l'exportation (employées surtout par l'Union européenne), les crédits à l'exportation (utilisés surtout par les Etats-Unis), et les monopoles d'exportation des entreprises commerciales d'Etat (comme les commissions du blé au Canada ou en Australie).

En plus de l'adoption du principe d'élimination des subventions à l'exportation, les pays en développement bénéficient d'un traitement spécial et différencié qui diffère ou assouplit leurs obligations au titre de l'accord sur l'agriculture. Ils bénéficient de périodes de mises en œuvre plus longues pour le retrait progressif de toutes les formes de subventions à l'exportation. Ils continuent aussi de bénéficier du TSD au titre des dispositions de l'Article 9:4 de l'Accord sur l'agriculture. Cette disposition les dispense de contracter des engagements pour ce qui est des subventions liées aux coûts de commercialisation des produits agricoles, les coûts de manutentions, d'amélioration de la qualité, de transformation, du transport et du fret internationaux, y compris les tarifs de transport et de fret intérieurs pour des expéditions à l'exportation plus favorables que les expédition en trafic intérieur.

Des dispositions sont prises pour que les règles relatives aux crédits à l'exportation et aux garanties de crédits à l'exportation soient plus flexibles pour tenir en compte les besoins alimentaires et humanitaires des PMA et des pays en développement importateurs nets de produits alimentaires. Il est même prévu que dans des circonstances exceptionnelles qui rendent l'aide alimentaire exclusive inadéquate, des crédits à l'exportation commerciaux, des facilités de financement internationales préférentielles et des arrangements temporaires ad hoc pourront être convenues par les Membres.

Enfin, une disposition relative aux entreprises commerciales d'Etat des pays en développement a été introduit *in fine* pour leur permettre de préserver la stabilité des prix à la consommation intérieurs et assurer la sécurité alimentaire. A cette fin, des dispositions pourront être prises pour maintenir leur statut de monopole. Quoique bénéfique pour les pays en développement, une telle disposition remet à nu les incohérences du système international. En effet, les monopoles des entreprises publiques restent dans le colimateur des institutions de Bretton Woods qui proposent leur démantèlement et le recours à une privatisation/libéralisation tous azimuts.

**Accès aux marchés : Les PMA exemptés de réduction ; les produits sensibles sur la table de négociation**

L'Accord propose une formule « à niveaux multiples » ou « formule étagée » pour la réduction des droits de douane. Cette approche impliquerait que les droits de douane seraient divisés en différents groupes selon leur niveau respectif de droits consolidés. Les réductions se feraient à partir des taux consolidés, les droits plus élevés enregistrant des réductions plus fortes que les

droits moins élevés. Notamment, le nombre de groupes, les seuils pour la définition des groupes ainsi que le type de méthodologie de réduction – par exemple le recours à la formule suisse ou à celle du Cycle d'Uruguay – feraient l'objet de négociations pour des modalités après juillet. En outre, selon le cadre, la question de la fixation d'un plafond tarifaire global, dans une formule étagée, avec un traitement distinct pour les produits sensibles, nécessite une évaluation plus poussée.

Concernant les produits dits 'sensibles' – les produits que des importateurs nets de produits agricoles de l'UE et du G-10 tels que la Suisse et le Japon souhaiteraient soustraire à des réductions tarifaires substantielles – le texte propose que les Membres désignent un nombre approprié, à négocier, de lignes tarifaires à traiter comme sensibles, compte tenu des engagements existant pour ces produits. Cette disposition permet à certains pays du Nord de maintenir des droits de douanes élevés sur certains produits comme le riz au Japon, le lait, le sucre et la viande bovine en Europe.

Les PMA seront exclus de tout engagement de réduction tarifaire. Les considérations autres que d'ordre commercial comme le développement rural et la sécurité alimentaire seront pleinement pris en compte et serviront de base à un TSD sur la formule de réduction tarifaire à adopter, le nombre et le traitement des produits sensibles, l'accroissement des contingents tarifaires et les périodes de mises en œuvre.

Sur cette même base - développement rural et sécurité alimentaire – les PVD pourront choisir un nombre convenu de produits spéciaux qui bénéficieront d'un traitement plus flexible. Cependant, les critères et le traitement spécifique réservés à ces produits ne seront déterminés que dans la phase ultérieure des négociations. En outre et pour la première fois, un mécanisme de sauvegarde spéciale sera établi pour l'utilisation des pays en développement Membres. C'est une vieille revendication qui est ainsi satisfaite et qui pourra permettre aux pays africains de protéger leurs marchés intérieurs des importations soudaines et massives de produits occidentaux en leur appliquant des droits de douanes additionnels. Cela pourrait avoir pour heureuse conséquence la protection de certaines filières locales récemment mises à mal comme les poulets congelés ou la tomate.

Enfin, l'Accord-Cadre s'engage à une prise en compte effective de deux questions clés qui intéressent au plus haut point les pays en développement. Ce sont d'une part les produits tropicaux dont l'engagement d'obtenir la libéralisation la plus complète sera mise en œuvre dans les négociations sur l'accès aux marchés ; d'autre part la lancinante question de l'érosion des préférences. Leur caractère historique et leur importance pour le développement est reconnu.

**Des réactions mitigées sur un Accord pour le moins « ambigu »**

Si les pays en développement sont globalement satisfaits du principe de réduction/élimination des subventions à l'exportation, le doute plane encore quand à la diligence qui sera apportée à la mise en place des modalités et à la mise en œuvre finale de cette décision. Ainsi, si Pour Makanfing Konaté, secrétaire à la communication de l'ONG Jubilé 2000/CAD-Mali (Coalition africaine

(suite à la page 16)

## Le Coton versé dans les négociations sur l'agriculture en dépit des réticences africaines

Les pays d'Afrique de l'Ouest et du Centre soutenus par leurs alliés du G90 sont repartis de Genève avec la promesse que leur combat contre les subventions américaines au coton bénéficiera d'une attention toute particulière de la part de l'OMC. Après plus de 20 heures de négociation entre les africains et les américains, précédées d'une visite d'une semaine de hauts responsables africains aux Etats-Unis, quelques jours seulement avant le Conseil Général de l'OMC, le résultat est que le coton reste dans l'agriculture et les Etats-Unis font la promesse de supprimer leurs subventions sur le coton, sans prendre aucun engagement ni sur les dates ni sur les chiffres.

Le coton sera donc abordé, selon le texte, comme une partie intégrante des négociations agricoles, mais de manière ambitieuse, rapide et spécifique. Ceci pourrait être réalisé à travers des réductions et un plafonnement effectif des subventions par produit, des engagements de réduction significatifs par ligne tarifaire et l'élimination des éléments qui faussent les échanges dans les instruments de la concurrence à l'exportation, telles que les subventions à l'exportation.

L'Accord-Cadre du 1<sup>er</sup> Août apportent deux innovations. A l'issue de consultations avec les pays africains auteurs de l'Initiative, les Etats Unis ont accepté de reconnaître le caractère spécifique du coton dans les négociations sur l'agriculture. Cela signifie que le dossier pourrait être traité avec un minimum d'attention, avec un statut à mi-chemin entre le statut spécial demandé dans l'Initiative sectorielle et l'inclusion sans autre forme dans les négociations sur l'agriculture. Ensuite, le texte prévoit la création d'un sous-comité du coton qui se réunira périodiquement. Celui ci sera sous la coupole de la Session spéciale du Comité de l'Agriculture qui veillera à donner le degré approprié de priorité à cette question, indépendamment d'autres initiatives sectorielles.

Lors de leur réunion tenue il y a juste 3 semaines à Maurice, les pays Membres du G90 avaient réaffirmé que le dossier coton restait une question vitale qui appelait un règlement urgent. A cet égard, ils avaient insisté sur la nécessité de l'aborder en tant que question distincte et séparée et non pas dans le cadre des négociations globales sur l'agriculture.

### «Mettre le coton dans le train qui bouge»

Pascal Lamy avait averti les PMA lors de leur réunion des 4 et 5 mai dernier à Dakar : « Si vous voulez que votre dossier coton avance, mettez le dans le train agriculture dont on est sûr qu'il va démarrer ». Une proposition reprise lors d'une réunion du Conseil Général du 15 Juin. Elle est fondée sur une négation du caractère d'urgence lié au traitement du dossier invoqué par les pays africains, eu égard aux conséquences économiques et sociales de la crise au niveau de la sous-région. L'urgence justifiait encore une réaction rapide de la Communauté internationale à Cancun. Mais dès lors que l'échec y a été constaté, que la pression des médias et de la société civile est retombée et que les prix du cours du coton ont un peu relevés vers la fin de l'année dernière, les pays développés ne voyaient plus la nécessité d'accorder au coton ce statut spécial

qui lui permettrait d'être traité de façon autonome. Il s'y ajoute que la campagne politique lancée pour la défense du coton a suscité une véritable solidarité qui a masqué la velléité de plusieurs pays en développement de faire aussi du produit le plus stratégique de leur agriculture, un produit spécial au même titre que le coton, et en tirer des gains commerciaux évidents. Malgré donc les consensus politiques dont la dernière en date est la déclaration de la réunion du G90 à Maurice, certains pays en développements ont fini par se « lasser », et ont renoncé à accompagner les quatre pays signataires de l'Initiative au bout de leur revendication. L'insertion du coton dans les négociations sur l'agriculture se présente ainsi comme une concession réaliste.

En outre, la partie sur le fond de l'Accord-Cadre énonce que les Membres tenteront d'œuvrer en vue de renforcer la cohérence entre les aspects Commerce et Développement de la question du coton, par exemple en favorisant la coopération entre le Secrétariat de l'OMC et la communauté du développement. Cette position avait connu un début de mise en oeuvre avec l'assentiment des africains depuis la conférence de Cotonou de Mars dernier. Elle a pour ambition d'amender le système commercial et l'OMC en récusant sa compétence dans certains domaines. Si on en est arrivé à un agenda et à des solutions exclusivement liés au Développement, c'est parce qu'il y a un souci des pays africains de ne pas casser le système OMC. La solution qui a consisté à formuler une demande d'indemnisation dans l'Initiative sur le coton est certes originale, mais elle n'est pas prévue par le système commercial, en tout cas pas sous sa forme actuelle. Il est finalement apparu qu'insister sur cette demande pourrait aboutir à une impasse. Soit l'OMC ne pourrait pas y déférer, soit une réponse positive constituerait un précédent qui, à force d'être usité, exploserait le système. Les pays africains ont abouti de leur côté à la conclusion qu'il fallait accepter quelque chose pour que la filière ne meurt pas. La séparation du volet commercial et du volet développement du dossier est donc entérinée par les pays africains. Elle se présente comme les éléments d'une stratégie, un pis-aller qui offre un répit aux petits paysans et qui intègre le fait que le volet commercial sera repris dès que le contexte international s'avérera plus propice. Mais le problème est que depuis la conférence de Cotonou, la coordination projetée entre le FMI, la Banque Mondiale et l'OCDE ne donne pas de perspectives de résolution du problème du coton, même dans son volet Développement.

### Impact de la décision du Groupe Spécial sur le coton dans les négociations ?

On peut se demander dans quelle mesure la décision du Groupe Spécial de l'OMC a pu avoir une influence sur les négociations. En versant le coton dans les négociations sur l'agriculture, on organise la réduction ou l'élimination des subventions suivant un calendrier décalé qui ne tient pas compte des réalités et des motivations du contentieux. En déclarant les subventions américaines sur le coton illégales, le Groupe Spécial donne le point de départ à une procédure de compensation dont l'effet est de remédier, dans les meilleurs délais, à un préjudice dûment

(suite à la page 17)

# Les Produits Spéciaux pour les pays africains dans les négociations à l'OMC

Isabelle Mamaty, consultante\*

## I - Introduction

Durant la phase des modalités, en 2003, la question du Traitement spécial et différencié (TSD) a été une préoccupation majeure pour les pays en développement et pour les pays africains en particulier, au vu de l'expérience passée concernant la mise en œuvre de l'Accord sur l'agriculture ainsi que du mandat de Doha, qui, dans le paragraphe 13 de la Déclaration ministérielle (OMC, 2001a) reconnaît « *que le traitement spécial et différencié pour les pays en développement fera partie intégrante de tous les éléments des négociations...* »

Le défi pour la plupart des pays en développement est de rendre opérationnel et de concrétiser les dispositions du traitement spécial et différencié. Une proposition populaire faite à cet égard par les pays en développement est la création d'une « catégorie du développement » (OMC, 2000a ; 2000b) par laquelle ces pays cherchent à obtenir suffisamment de flexibilité pour prendre en compte leurs besoins de développement, notamment la sécurité alimentaire, le développement rural et l'allègement de la pauvreté. La difficulté est de traduire les dispositions en matière de traitement spécial et différencié en mesures spécifiques.

Une disposition de ce type, qui a dominé la question du traitement spécial et différencié en matière d'accès aux marchés dans les projets de textes successifs d'Harbinson,<sup>1</sup> est le concept de produits spéciaux (PS). Ceci consiste à autoriser les pays en développement à appliquer une réduction tarifaire plus faible sur leurs produits « sensibles » afin d'être en mesure de mieux garantir leur sécurité alimentaire, leur développement rural et/ou la sécurité de leurs modes d'existence. Dans le Programme de travail de Doha convenu le 1<sup>er</sup> Août, dans la section sur le traitement spécial et différencié, le concept de produits spéciaux est pris en compte. Les pays en développement sont habilités à désigner un nombre approprié de produits en tant que produits spéciaux, sur la base des critères des besoins en matière de sécurité alimentaire, de garanties des moyens d'existence et de développement rural.

## II - Le concept de PS dans le processus de négociation

Le concept de PS avait été introduit en premier lieu par le Groupe africain (OMC, 2002c). D'autres propositions avaient suivi. L'idée qui sous-tend l'ensemble de ces propositions est fondamentalement l'exemption des engagements de réduction pour les produits sensibles. Il est toutefois important de *noter* que parmi les 41 pays africains, 26 sont des PMA et peuvent être exemptés des engagements de réduction.

Par rapport à la proposition africaine, les produits spéciaux ne sont pas exemptés de réduction dans les documents de l'OMC et peuvent donc être liés à la formule de réduction. La sélection des

produits spéciaux est toujours un grand défi et doit être en rapport avec les besoins de développement pays.

En examinant le concept de PS, une première question est de savoir pourquoi les pays africains ont besoin des produits spéciaux. Tout d'abord, l'agriculture est le moteur de l'économie et contribue aux modes de subsistance de la majorité de la population (entre 40 et 90%). En outre, la majeure partie de la population vit dans les zones rurales où l'on enregistre un nombre croissant de personnes sous-alimentées. Dans un tel contexte, les résultats des négociations sur l'agriculture sont d'une importance cruciale pour ces pays car l'amélioration de ce secteur est la voie principale menant à l'allègement de la pauvreté.

Sur la base de l'expérience de la mise en œuvre des mesures d'ajustement à la frontière de l'Accord sur l'agriculture, plusieurs points pourraient être soulevés :

- Durant la mise en œuvre de l'Accord sur l'agriculture, les engagements des pays africains, à l'exception de l'Afrique du sud, ont été limités par la libéralisation avant le Cycle d'Uruguay, dans le cadre des programmes d'ajustement structurel – PAS (réduction des droits de douane, élimination des subventions aux intrants, élimination du contrôle des prix, etc.) ;

- Cette situation explique leurs engagements souscrits dans le cadre des trois piliers de l'Accord sur l'agriculture. En particulier, les engagements en matière d'accès aux marchés semblent à présent être le seul instrument de défense dont ils disposent aux termes de l'Accord sur l'agriculture pour protéger leurs petits agriculteurs contre les importations bon marché.

Ainsi, les principaux engagements souscrits par les pays africains, dans l'Accord sur l'agriculture, concernant les mesures aux frontières sont les suivants :

- Les consolidations tarifaires dans la plupart des pays africains sont généralement élevées et uniformes, avec de rares exceptions. Cette option a été celle qui leur a donné plus de flexibilité potentielle, au vu des PAS (Mamaty, 2002).

- En moyenne, dans un certain nombre de pays africains, **les droits appliqués étaient beaucoup plus faibles que les droits consolidés** et varient d'un produit agricole à l'autre. En outre, la plupart des pays africains n'ont pas ouvert les contingents tarifaires, à l'exception du Maroc qui avait établi des contingents tarifaires sur la viande, les farines d'oléagineux et le lait frais (FAO, 2000a).

- Seuls six pays africains<sup>2</sup> se sont réservés le droit de recourir à la clause de sauvegarde spéciale – SGS – aux fins de l'Accord du Cycle d'Uruguay. Aucun d'eux n'a fait état de la SGS

<sup>1</sup> Février et mars 2003.

<sup>2</sup> Quatre membres de la SACU (Botswana, Namibie, Swaziland et Afrique du sud) et le Maroc et la Tunisie.

et selon des « sources locales », une des raisons en est que le prix de déclenchement est un mécanisme lourd à mettre en place du point de vue administratif (par exemple Maroc, Afrique du sud). Une mesure de sauvegarde appropriée est une protection minimale requise par les pays africains pour avancer sur la réduction en matière d'accès aux marchés.

Les systèmes tarifaires de la majeure partie des pays africains comprennent des droits de douane en plus d'autres droits ou impositions (ADI). La plupart de ces pays ont adopté un « système transitoire de taxes additionnelles » (surtaxe, taxes différées ...) pour les produits sensibles, essentiellement des produits alimentaires. Ceci est confirmé dans des études de cas menées par la FAO (FAO, 2000 b), dans lesquelles les produits sensibles sont essentiellement des denrées alimentaires, non transformées et transformées. Ainsi, les produits sensibles sont essentiellement : les céréales et la farine (SH10), le sucre (SH17), les graines et produits oléagineux (SH15), les viandes (SH 02) et le lait et produits dérivés (SH 04). Les produits ainsi que les facteurs de sensibilité (emploi rural, sécurité alimentaire, moyens de subsistance, régime alimentaire, etc.) diffèrent d'un pays à l'autre.

En dépit d'un niveau substantiel de « policy water » (différence entre le taux consolidé et le taux appliqué), il y a encore des cas où le droit appliqué même rehaussé au niveau consolidé ne compenserait pas le désavantage en matière de prix pour des produits locaux par rapport aux importations, et une réduction tarifaire plus forte pourrait donc compromettre la viabilité des producteurs agricoles locaux. L'impact serait particulièrement dommageable pour les petits agriculteurs à faible revenu, par exemple en Egypte avec la viande, au Sénégal avec la tomate concentrée et le sucre.

Pour ces pays, le concept de produit spécial est un *moyen d'auto-défense contre* les importations bon marché, en particulier les subventions à l'importation. La *logique* est qu'en raison de la vulnérabilité de leurs économies et de l'importance de l'agriculture pour les modes de subsistance, le développement rural et la sécurité alimentaire pour la *majeure partie* de la population, un processus de libéralisation plus poussée, sans filet de sécurité *pourrait* compromettre leurs efforts de développement. Contrairement aux mesures PAS (bien qu'elles soient à présent devenue permanentes), l'Accord de l'OMC sur l'agriculture est négocié sur une base permanente et à long terme. Le concept de PS représente pour les pays africains une « garantie politique » pour s'engager dans un processus de libéralisation plus poussée des échanges.

En outre, la plupart des pays africains (Sénégal, Côte d'Ivoire, etc.) n'ont pas de mesures spécifiques de sauvegarde, ni de législation spécifique en matière d'antidumping ou de droits compensateurs. Avant l'Accord de Marrakech, des droits spécifiques additionnels ou des contingents d'importations étaient utilisés pour être appliqués sur certains *types* de viandes et de produits laitiers afin de compenser l'impact négatif des subventions que l'UE accordait à ses produits d'exportation. Certains pays ont entrepris des réformes sur la base de l'Accord du Cycle d'Uruguay sur les sauvegardes (par exemple l'Ouganda). Ceci justifie le besoin de mécanismes spécifiques en matière de sauvegarde spéciale (MSS). Sur la base de ce qui est dit ci-dessus, on peut noter que la « *sensibilité* » des produits dépend des objectifs de développement

pays. Ainsi, les structures tarifaires de divers pays figurant dans les études de cas montrent que les produits sensibles sont essentiellement des produits ayant un taux appliqué élevé (y compris des ADI), sont essentiellement des denrées alimentaires soit transformées soit non transformées et couvrent presque toute la gamme des chapitres SH.

### III - Sélection des produits spéciaux

A partir des études de cas et de l'expérience de la mise en œuvre par les pays africains des engagements en matière d'accès aux marchés de l'Accord sur l'agriculture, il apparaît que certains pays ont des difficultés à dépendre d'un « système uniquement tarifaire » (Sharma, 2002). En outre, l'agriculture dans l'ensemble est un secteur à la fois sensible et stratégique pour la majeure partie des pays africains. En conséquence, pour être « légitime », le concept de PS devrait être explicitement lié à la stratégie de développement national de chaque pays. Ceci donnerait vie à l'ambition de l'agenda du développement de Doha, tel que prescrit dans le paragraphe 13 de la Déclaration ministérielle de Doha (OMC, 2001b), qui est que la dimension développement devrait être prise en compte dans l'élaboration de la liste pour le nouveau cycle.

#### Produits visés : Options actuelles et leurs limites

Trois types de sélections *sont essentiellement proposés* :

- 1) Désignation autonome sans restriction : l'acceptation de cette option par les autres Membres de l'OMC sera difficile car elle est jugée trop subjective et semble donner un « chèque en blanc », avec un risque élevé d'abus.
- 2) Sélection avec un nombre limité de produits dans le cadre de SH4 OU SH6 (proposition d'Harbinson 1 ½) : Cette option est trop arbitraire et peut mener à un détournement d'échanges selon les lignes tarifaires. En conséquence, en termes de flexibilité, il ne fait aucun doute que les sous-sections SH4 permettent un choix plus large de produits que les sous-sections SH6 (Murphy, 2002). En outre, SH6 manque de statistiques et peut mener à des détournements d'échanges d'une forme de produit à une autre (par exemple des formes fraîches et réfrigérées d'un produit sélectionné comme « stratégique » alors que les formes congelées du même produit sont non stratégiques).
- 3) Sélection avec des critères numériques, quantitatifs : De nombreuses études ont conclu que les critères numériques sont plus acceptables en raison de leur objectivité (Diaz-Bonilla *et al.*, 2002 ; Ruffer *et al.*, 2002 ; Ruffer *et al.*, 2003). Les mêmes études reconnaissent toutefois qu'une des difficultés clés est la disponibilité des données. Ainsi, selon Ruffer : « *Toutefois, nombre des indicateurs disponibles qui lieraient les produits aux objectifs de la modalité PS (tels que l'emploi rural et la sécurité alimentaire) ne sont pas disponibles dans cette configuration, dans une configuration acceptée à l'échelle internationale et donc une configuration objectivement vérifiable* » (Ruffer *et al.*, 2003, p.11).

En plus du problème de disponibilité, la plupart des données disponibles reflètent essentiellement des « préoccupations d'ordre commercial », alors que toutes les données relatives aux préoccupations « autres que d'ordre commercial » sont difficiles à

(suite à la page 17)



## Différend sur le sucre : une décision préliminaire du panel de l'OMC donne tort à l'Union européenne

Un groupe d'experts – panel - de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) a donné raison au Brésil, à l'Australie et à la Thaïlande dans le différend qui les oppose à l'Union européenne à propos des subventions accordées aux producteurs européens et des préférences dont bénéficient les pays ACP dans le cadre du protocole qui leur accorde un prix garanti. Même si la décision est encore préliminaire – l'Union européenne devant certainement faire appel – elle a eu pour résultat immédiat de resserrer l'étau autour du régime « sucrier » européen qui, d'après l'Ambassadeur brésilien à l'OMC, Luis Felipe da Seixas Correa, est caractérisé par « des quotas d'importation, des tarifs élevés et un haut niveau de soutien aux prix et aux exportations ».

La victoire provisoire du Brésil et de ses co-plaignants au sein du panel consolide la position en faveur d'une réduction des mécanismes de protection et réaffirme la politique visant à une ouverture du marché européen. L'OMC déclare ainsi illégales les subventions accordées par l'Union européenne.

Cette décision confirme les arguments des plaignants, selon lesquels, l'Union européenne effectue un dumping illégal de millions de tonnes de sucre subventionné sur les marchés mondiaux, ce qui entraîne des manques à manquer de millions de dollars et des pertes injustes de parts de marchés. En effet, selon un rapport d'Oxfam, le dumping de l'UE fait chuter les prix mondiaux et a mené en 2002 à des pertes au change dans la région de \$494 millions pour le Brésil, \$151 millions pour la Thaïlande et \$60 millions.

Le rapport intérimaire du groupe spécial constate dans ses grandes lignes que : (1) Les exportations de l'UE de 2.7 millions de tonnes de sucre 'C' ou hors quota violent les règles de l'OMC. L'UE prétend qu'il n'y a aucune subvention attachée à ces exportations mais le jury a constaté qu'ils sont en fait subventionnés via des prix garantis élevés payés pour les quotas de sucre. (2) L'UE subventionne aussi la réexportation de 1.6 millions de tonnes de sucre - l'équivalent des importations des pays ACP (Afrique, Caraïbes, Pacifique) et de l'Inde. Ces exportations subventionnées excèdent les quantités autorisées par les règles de l'OMC.

La décision finale du jury de l'OMC est attendue en septembre et l'UE aura alors l'occasion de faire appel, ce qui pourrait reporter le résultat final au début de l'année prochaine.

### Origine du différend

Par une lettre datée du 27 septembre 2002, les gouvernements du Brésil et de l'Australie ont saisi l'Organe de Règlement des Différends de l'OMC d'une plainte visant à réduire voire à supprimer les subventions européennes sur le sucre, et à annuler les préférences commerciales pour le sucre des pays ACP. En août 2003, Le Brésil, principal producteur et exportateur mondial de sucre, l'Australie et la Thaïlande ont demandé l'arbitrage de l'OMC, obtenant la constitution d'un panel (groupe spécial) sur les subventions européennes aux producteurs de sucre. Ces trois pays faisaient valoir que les subventions européennes entraînaient

des « distorsions graves dans le commerce mondial de sucre ». Dans sa présentation au groupe spéciale, faite en février dernier 2004, le Brésil avait fait valoir que les industries sucrières européennes bénéficiaient de la garantie d'un prix d'intervention pour la production de sucre A et B en contingents et que tout le sucre produit en excédent des contingents de sucre A et B (c'est-à-dire le sucre C) était subventionné et exporté. En ce qui concerne les importations de sucre ACP, le Brésil a accusé l'UE de raffiner le sucre brut importé, de traiter le sucre blanc qui en résulte comme un excédent intérieur national et grâce à des subventions directes, de réexporter ce sucre vers des pays tiers. Le Brésil a soutenu que l'UE n'incorporait pas ces exportations de sucre dans son calcul des exportations soumises à des engagements de réduction.

Pour convaincre de la pertinence de sa démarche et de la légitimité de sa plainte, le Brésil avait alors analysé la structure du secteur sucrier européen afin de déterminer précisément en quoi elle est en porte-à-faux avec les règles de l'OMC. Les arguments présentés sont les suivants : (1) Les subventions à l'exportation accordée par la CE dépassent le niveau indiqué par les engagements contractés avec l'OMC, conformément à la liste de la CE ; et (2) le prix généralement plus élevé payé aux industries de transformation du sucre de l'UE enfreint les obligations relatives au traitement national contractées en vertu de l'Article III du GATT (selon lequel la production interne de sucre (UE) et les importations de sucre de l'UE doivent recevoir le même traitement). Le Brésil invoque le fait que l'UE enfreint non seulement les engagements de réduction prévus à l'Article 8 de l'Accord sur l'agriculture, mais aussi l'Article 3.1 de l'Accord sur les subventions.

Ces arguments s'appuient en outre sur le fait que les subventions accordées au sucre, supposant que le prix intérieur garanti plus élevé peut être considéré comme une modalité de subvention, vont à l'encontre des politiques de libre échange mises en place par l'UE dans d'autres secteurs.

### Réactions européennes

L'Union européenne promet d'étudier attentivement le rapport intérimaire ainsi que ses options avant de répondre, a affirmé Arancha Gonzalez, porte-parole du commissaire européen pour le commerce. La CE semble ainsi avoir pris pour option des respecter la confidentialité du rapport jusqu'à ce qu'il soit rendu public par l'OMC en automne prochain. Une source proche de la CE indique toutefois que cela va plutôt aider l'UE, même si, a-t-il ajouté, la commission ne manquera pas de faire appel pour gagner du temps en attendant la mise en œuvre de sa réforme qui de toute façon était prévue pour être appliquée à partir de 2005.

Sur le plan des arguments à démarche, on ne dispose pas pour l'heure d'éléments sur un éventuel changement de position de l'UE par rapport ceux qu'elle avait opposés aux plaignants. En effet, en répondant aux arguments brandis par le Brésil, l'UE avait, dans sa stratégie de défense, affirmé que les parties plaignantes n'avaient pas émis d'objections lorsqu'elle avait,

(suite à la page 19)



# Rendre les médicaments plus abordables : remplacer les ADPIC-plus par la Recherche et développement plus (R&D-plus)

James Love et Tim Hubbard\*

Le cadre du commerce global pour le financement des nouvelles technologies médicales est en difficulté. Il changera et devrait changer. Si nous voulons l'innovation, l'équité et l'efficacité, il nous faudra apporter des innovations au cadre du commerce.

En novembre 2001, les Membres de l'OMC ont adopté la Déclaration de Doha sur les ADPIC et la santé publique, qui énonçait que l'Accord sur les ADPIC « peut et devrait être interprété et mis en œuvre d'une manière qui appuie le droit des Membres de l'OMC de protéger la santé publique et, en particulier, de promouvoir l'accès de tous aux médicaments. » Ceci était une avancée symbolique vers l'équité. Mais en quelques mois, le gouvernement américain entamait une pléthore de négociations commerciales bilatérales en quête de nouvelles mesures rigoureuses en matière de propriété intellectuelle 'ADPIC-plus'<sup>1</sup> qui saperaient clairement la Déclaration.

L'UE, les Etats-Unis et le Japon ont également soulevé des questions en ce qui concerne les prix des médicaments dans diverses discussions commerciales bilatérales. En 1999, l'UE<sup>2</sup> et les Etats-Unis<sup>3</sup> ont demandé à la Corée d'accepter des prix très élevés pour des médicaments brevetés. L'Union européenne a intenté une action similaire contre la Turquie en 2003.<sup>4</sup> Les Etats-Unis ont une longue histoire d'attaques contre les mécanismes de contrôle des prix des pays pauvres et ont, de plus, récemment lancé une campagne pour saper les négociations sur les prix menées par les pays à revenu élevé.<sup>5</sup>

Les accords commerciaux impliquant des droits de propriété intellectuelle (DPI) ou les prix des médicaments sont justifiés par la nécessité de fournir des incitations à la recherche et au développement (R&D). Pour ceux qui veulent que les médicaments soient à un prix plus abordable, il est nécessaire d'aborder la grande

question de savoir comment financer la R&D sur les nouveaux produits et assurer un accès équitable.

L'Accord sur les ADPIC et les nouveaux accords commerciaux ADPIC-plus de plus en plus nombreux ont des insuffisances. Ils cherchent à accroître l'investissement dans la R&D, mais uniquement en rehaussant les prix. Plus ces accords réussissent à rehausser les prix, plus les problèmes d'accès sont sérieux. Le conflit est très clair dans les pays en développement, où les détenteurs de brevets vendent aux groupes aux revenus les plus élevés pour maximiser les profits.<sup>6</sup> Toutefois, les pays à revenu élevé aussi rationnent de plus en plus les médicaments. Par exemple, Singular, un médicament pour gérer l'asthme chronique, n'est remboursé que dans certains pays à revenu élevé. Les médicaments qui traitent les maladies graves ont des prix exorbitants. Selon le Dr Robert Wittes, chercheur et ancien directeur exécutif de BMS, les compagnies d'assurance sont peu disposées à payer pour des médicaments contre le cancer tels que Erbitux, au prix de 10.000 dollars US par mois.<sup>7</sup> Wittes note : « Les pourcentages croissants de co-paiement dans la plupart des plans et le plafonnement des allocations dans d'autres contraindront ceux qui sont déterminés à recevoir les traitements à consentir une dépense financière majeure. » Des payeurs tiers parties décideront que l'achat de certains médicaments n'est simplement pas nécessaire, ou limiteront les utilisations— ce qui est particulièrement préoccupant dans le cas du cancer, pour lequel les médicaments sont couramment utilisés « pour un spectre d'indications plus large que celui spécifiquement approuvé par la FDA. »

Les monopoles de commercialisation sont également inefficients. Seule une petite fraction des prix élevés est réinvestie dans la recherche et le développement et la majeure partie de ceci dans des produits 'me too - moi aussi' peu novateurs pour des maladies chroniques qui affectent les patients à revenu élevé. Très peu de R&D privée est investie dans la recherche fondamentale, des biens publics tels que le Projet du génome humain (Human Genome Project – HGP) ou Medline, le développement de vaccins ou des médicaments à forte priorité tels que les nouveaux traitements pour le paludisme. Une protection des DPI plus élevée pour des produits est également associée à un certain nombre d'autres problèmes, notamment la confidentialité excessive et les obstacles anti-concurrence qui suivent l'innovation.<sup>8</sup>

Les investissements massifs dans la commercialisation des médicaments protégés par des brevets et d'autres droits exclusifs sont

(suite à la page 10)

\* James Love est le directeur du Consumer Project on Technology, à Washington, D.C. Tim Hubbard dirige l'analyse du génome humain à Wellcome Trust Sanger Institute, Hinxton, Cambridgeshire, Royaume-Uni.

<sup>1</sup> Pour les brevets : limitations sur les licences obligatoires, prorogation des délais, élargissement de la portée des brevets et normes plus faibles en matière de nouveauté, et lien à l'enregistrement des médicaments. En outre, des droits exclusifs dans les données d'enregistrement des médicaments.

<sup>2</sup> 1999/C218/03. Rambau Garikipati, « EU companies frustrated with drug pricing guidelines », Korea Herald, 12 juin 2004.

<sup>3</sup> Le gouvernement coréen a convenu en 1999 d'appliquer à de nouveaux médicaments novateurs le prix moyen appliqué aux Etats-Unis, au Royaume-Uni, en Allemagne, en France, en Italie, en Suisse et au Japon. 2002 National Trade Estimate Report on Foreign Trade Barriers, USTR.

<sup>4</sup> 2003/C 311/04.

<sup>5</sup> Les Etats-Unis ont introduit la surveillance du PBS (Pharmaceutical Benefits Scheme) de l'Australie dans l'Accord de libre-échange Etats-Unis/Australie. Voir également International Trade Administration, Drug Pricing Study Federal Register : 1 juin 2004, Volume 69, Numéro 105, pages 30882-30883.

<sup>6</sup> Dans la République dominicaine, le prix du médicament pour les maladies cardiaques Plavix, représente 60% du revenu d'un travailleur non qualifié. Jusqu'il y a peu, le prix des médicaments pour le traitement du Sida dans les pays en développement était de plus de 10.000 dollars US par an.

<sup>7</sup> Robert E. Wittes, «Cancer Weapons, Out of Reach», Washington Post, 15 juin 2004.

<sup>8</sup> Keeping science open : the effects of intellectual property policy on the conduct of science. Royal Society, avril 2003.

*Rendre les médicaments plus abordables ... (suite de la page 9)*

non seulement peu rentables, mais sont également souvent associés à une utilisation peu appropriée de produits résultant de pratiques frauduleuses et contraires à l'éthique qui faussent la réalité et les incitations qui déterminent quels médicaments sont prescrits.<sup>9</sup>

Un cadre qui s'appuie sur des monopoles de commercialisation privés est moralement révoltant, économiquement inefficace et corrompu. Nous pouvons et devrions faire mieux.

### **R&D-plus et gratuité**

Nous proposons un nouveau cadre du commerce – concentré directement sur la R&D plutôt que sur les droits des brevets ou les prix des médicaments, qui sont des mécanismes de financement de la R&D.<sup>10</sup> L'idée est de changer le contexte, du commerce à la santé. Ceci ne veut pas dire que l'argent n'est pas important. Le développement de nouveaux médicaments est coûteux. Nous avons besoin d'un cadre global pour garantir que le fardeau du paiement de la R&D est équitablement réparti. Le cadre du commerce doit empêcher la 'gratuité'.

Les Accords sur les DPI ou les prix des médicaments sont des mesures partielles pour la prise en compte de la gratuité // free riding//, mais ils ne prennent en compte qu'un mécanisme de financement – la hausse des prix des médicaments. Il y a d'autres options. Les pays peuvent imposer des mandats de R&D à des entreprises privées, tels que la prescription selon laquelle un pourcentage des ventes de médicaments ou des primes d'assurance doit être investi dans la R&D. Des mécanismes tels que le crédit d'impôt américain pour les 'médicaments qui traitent les maladies orphelines' fournissent un financement décentralisé pour des tests cliniques, tout comme les incitations fiscales visant des dons de fonds à des œuvres de charité, telles que les Fondations Gates, Ford ou Rockefeller. Il y a également l'option du financement R&D direct à travers le secteur public, tel que les 100 dollars par tête dépensés par les contribuables américains pour les National Institutes of Health (NIH). Certains économistes et dirigeants politiques préconisent un recours plus grand à des 'prix' financés par le secteur public ou privé pour récompenser l'innovation réussie.

En résumé, alors que d'autres pays dépensent moins (par tête d'habitant) que les Etats-Unis pour la R&D dans le secteur public, tous font quelque chose et il y a un intérêt croissant pour des mécanismes alternatifs visant le financement de la R&D, tels que des partenariats public/privé, des réductions fiscales, des mandats de recherche, des intermédiaires concurrentiels, ou des fonds pour des prix. Tout ceci aussi coûte cher.

Un cadre du commerce qui ne reconnaît que les DPI biaise les investissements globaux et nous contraint à choisir de rehausser les prix des médicaments pour financer de nouveaux médicaments. Il ne fait rien pour prendre en compte la gratuité dans les biens publics.

<sup>9</sup> Richard Smith, « Medical journals and pharmaceutical companies : uneasy bedfellows, BMJ 2003;326:1202-1205 (31 mai).

<sup>10</sup> TJ Hubbard et J Love. « A New Trade Framework for Global Healthcare R&D » PLoS Biology, 2004. 2(2): p. 147-150.

L'approche R&D-plus compterait à la fois des dépenses publiques et privées. Elle permettrait également aux pays la liberté de choisir la combinaison optimale de dépenses du secteur public et du secteur privé et fournirait plus de flexibilité en termes de mécanismes de financement. Qui plus est, cette approche permettrait aux pays de choisir des mécanismes compatibles avec les niveaux souhaités d'accès, et plus efficaces dans la promotion de l'innovation utile. La concurrence entre mécanismes de financement serait encouragée.

Dans un cadre multilatéral ambitieux, l'approche R&D-plus impliquerait l'établissement de cibles pour la recherche et le développement qui seraient raisonnablement liées aux revenus et aux stades de développement du pays – par exemple 10 à 15 points de base de PIB. Pour atteindre les cibles, les pays pourraient acheter des médicaments coûteux à des firmes pharmaceutiques étrangères, comme ils le font actuellement et obtenir un crédit pour la part des ventes que la firme étrangère réinvestit effectivement dans la R&D. Les pays pourraient toutefois choisir d'autres options telles que l'investissement de fonds dans leurs propres universités ou entreprises, l'utilisation de ressources au niveau national pour renforcer la capacité et assurer des compétences et des emplois.

Pour les négociations bilatérales, régionales ou pour des négociations multilatérales plus limitées, l'approche R&D-plus peut compléter ou coexister avec des accords traditionnels sur les DPI. Dans ses négociations en vue d'une zone de libre-échange avec les Etats-Unis, la Thaïlande pourrait proposer de rehausser les dépenses nationales sur la R&D pour des vaccins contre le SRAS, la grippe des poulets ou le Sida, en échange d'une section sur les DPI plus faible que celle de l'Accord de libre-échange de l'Amérique centrale (Central American Free Trade Agreement – CAFTA).

Une hausse des dépenses thaïlandaises pour la R&D sur les maladies infectieuses globales séduirait nombre de membres du Congrès américain qui souhaitent une répartition plus large des coûts globaux de la R&D. Ce serait également, pour la Thaïlande, une alternative plus attrayante que de faire face à des coûts élevés des médicaments pour les maladies cardiaques et pour le cancer que peu de gens peuvent acheter. La R&D-plus serait, tant pour les Etats-Unis que pour la Thaïlande, une meilleure solution que les ADPIC-plus.

Pour un certain nombre de raisons, la R&D-plus mènera probablement à des infrastructures de R&D-plus décentralisées, avec davantage de transfert de technologie et de constitution de capacités qu'il ne serait possible dans le cadre d'une approche ADPIC-plus.

### **R&D-plus, objectifs en matière de santé et de développement**

Avec les ADPIC-plus, nous avons trop d'investissement dans des produits copiés, sans innovation et trop peu d'investissement dans des biens publics, des médicaments novateurs, des vaccins et d'autres priorités en matière de santé. En quoi la R&D-plus serait meilleure ? Une fois que le contexte de l'accord commercial est passé du commerce à la santé, il est plus facile de prendre en compte les agendas sociaux. Un mécanisme consiste

*(suite à la page 20)*

# La Protection du développement durable en Afrique de l'ouest : quelques repères

Falou SAMB\*

Le thème du commerce et de l'environnement a été reconnu dans le système commercial multilatéral dès les années 70, au temps du GATT, eu égard aux inquiétudes quant aux conséquences de la croissance économique sur le développement social et l'environnement. C'est le sens donné à la tenue de la Conférence de Stockholm sur l'environnement en 1972.

Le premier document élaboré par le GATT a été sa note de contribution, publiée en 1971 et intitulée «Lutte contre la pollution industrielle et commerce international», qui portait sur les conséquences des mesures de protection de l'environnement sur le commerce international. Déjà certains Membres avaient suggéré qu'un dispositif soit établi au GATT afin que ces conséquences soient examinées de manière plus approfondie, calquée sur le Comité de l'environnement établi par l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).

L'intrusion du thème de l'environnement dans le commerce multilatéral s'est faite par étapes successives, allant de 1971 à 1994 avec la création de l'OMC et elle a épousé les contours des différentes Conférences mondiales sur l'environnement.

Aujourd'hui, il y a de grandes divergences de vues entre les pays développés et les pays en développement au sujet de l'opportunité d'inclure la question des relations entre commerce et environnement dans le programme des prochaines négociations commerciales, relayées par les ONG du Nord et du Sud. Globalement, les propositions des pays développés (PD) – principaux demandeurs – visent à faire de la protection de l'environnement une importante question horizontale, intéressant toutes les négociations, ce qui pourrait ouvrir la voie à l'intégration de considérations environnementales supplémentaires dans le système commercial multilatéral.

Ainsi, de plus en plus, les PED quittent une position essentiellement négative et défensive vers une position plus offensive ou réaliste, qui intègre les vertus de la donne environnementale, sans pour autant céder sur un agenda trop ouvert.

## Les enjeux en Afrique de l'Ouest

Les enjeux du développement durable en Afrique tournent principalement autour du développement rural en tant que stratégie de lutte contre la pauvreté. En effet, la persistance de la pauvreté rurale dans la plupart des pays en développement est principalement due au ralentissement ou la stagnation de la croissance économique dans ces zones. Cette croissance est souvent inférieure

au taux d'accroissement de la population, à l'insuffisance des investissements en capital humain, à l'absence de techniques et d'équipements agricoles et au caractère inadapté des mécanismes institutionnels chargés de répondre aux besoins des populations rurales déshéritées.

La pauvreté rurale entraîne la dégradation de l'environnement dans la mesure où les populations démunies exercent des pressions de plus en plus vigoureuses sur les ressources naturelles, comme la destruction des forêts pour produire du bois de chauffe et l'érosion des sols qui s'en suit comme conséquence. S'il s'y ajoute l'exploitation des nappes d'eau souterraines et des eaux de surface et la pollution des eaux. On note une réduction de la production agricole et un accroissement des problèmes de vie quotidienne dans les campagnes. Compte tenu de la faiblesse de leurs moyens humains, financiers et institutionnels pour exploiter leurs ressources naturelles de manière rationnelle, les populations déshéritées se trouvent réellement dans un autre « cercle vicieux de la pauvreté ».

Deux éléments sont à mettre particulièrement en évidence, en ce qui concerne l'Afrique : D'une part, l'accès aux marchés locaux, nationaux et mondiaux, fortement entravé par l'absence d'infrastructures de base et d'équipement rural pour aider les agriculteurs à mieux écouler leurs produits, gagnerait à être amélioré, notamment par la suppression des obstacles à la commercialisation des produits agricoles en provenance des pays en développement. D'autre part, l'évaluation globale de l'impact de l'agriculture et des comportements humains face à la biodiversité doit être menée, afin de mesurer les contraintes naturelles et, surtout, artificielles du fait de la main de l'homme.

## La couverture des AEM en Afrique de l'Ouest

L'OMC a recensé 238 Accords environnementaux multilatéraux (AEM) sur la base de la liste établie par le PNUE énumérant tous les traités internationaux et autres accords en matière d'environnement. Parmi ces Accords, 32 disposent d'obligation commerciale spécifique (OCS) au sens du mandat de Doha.

La situation juridique des pays africains couverts par cette étude se présente comme suit : d'une part, tous les pays sont signataires de trois des 14 AEM qui ont été identifiés dans les discussions du Comité du commerce et de l'environnement (CCE), en session spéciale, à savoir : la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction, la Convention sur la Diversité Biologique et la Convention Cadre des Nations Unies sur les changements climatiques.

D'autre part, parmi les six AEM retenus par le CCE, outre les trois que tous ont signé, certains autres pays sont signataires des trois autres, à savoir : la Convention de Bâle sur le contrôle des mouvements trans-frontières de déchets dangereux et de leur élimina-

\* Expert Associé – ACICI

Cet article est une version résumée d'une publication plus complète à paraître chez ICTSD sous le titre : Idées-forces d'une stratégie en vue de la promotion du développement durable en Afrique de l'Ouest. Les opinions exprimées dans cet article le sont à titre personnel et n'engagent pas l'Agence de Coopération et d'Information pour le Commerce International - ACICI

*La Protection du développement durable ... (suite de la page 11)*

tion, la Convention de Rotterdam sur la procédure de consentement préalable en connaissance de cause applicable à certains produits chimiques et pesticides dangereux qui font l'objet d'un commerce international et la Convention de Stockholm sur les polluants organiques persistants.

Trois leçons peuvent être tirées de cette couverture : D'abord, il ressort de ce décompte que le degré de couverture des AEM en Afrique est dense et qu'elle semble refléter une volonté politique affichée de résoudre les problèmes liés à l'environnement. Ensuite, les centres d'intérêt des pays africains peuvent être déduits de ces signatures d'accords, qui couvrent les espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction, la biodiversité dans son ensemble et les changements climatiques. Il s'agit là de choix pertinents par rapport à la situation africaine, notamment à l'ouest marqué par la désertification au Sahel. Enfin, se pose le problème de l'articulation de ces choix politiques avec les négociations auprès de l'OMC : y'a-t-il adéquation entre les deux sphères ? Rien n'est moins sûr.

### **L'état du problème**

Les questions liées à l'environnement sont par définition de nature trans-frontalières et requièrent la coordination des actions venant de pays différents, l'objectif étant d'arriver à une harmonisation internationale des efforts pour mettre en œuvre l'agenda du commerce et de l'environnement. Le contrôle social de ces ressources biologiques par les communautés est une réalité multiséculaire en Afrique et au Sud, en général, ce qui explique l'adoption de mesures institutionnelles pertinentes. Deux questions étroitement liées dominent le débat mondial sur le développement durable :

- la gestion de la biodiversité : quel arbitrage faire entre les droits communautaires et privés, entre la souveraineté nationale et/ou mondiale quant à l'accès, l'utilisation et le partage des bénéfices issus de la commercialisation des produits issus de la biodiversité ?
- la protection de la biodiversité : quel régime d'appropriation conférer à la biodiversité, entre les brevets, l'appropriation collective et/ou un système *sui generis* ?

### **Les solutions proposées par les instruments régionaux**

*La loi modèle pour l'Afrique sur les ressources génétiques*

La « législation modèle africaine pour la protection des droits des communautés locales, des agriculteurs et des obtenteurs et pour des règles d'accès aux ressources biologiques » a été adoptée par le Sommet des Chefs d'Etat de la défunte « Organisation de l'Unité africaine », à Lusaka (Zambie) en juillet 2001. En tant qu'initiative africaine, ce texte constitue un cadre commun destiné à faciliter l'élaboration de lois nationales sur la biosécurité qui soient relativement communes, harmonisées et cohérentes dans tous les pays africains. Elle permet aux Etats membres d'avoir une position commune concernant la gestion de ses ressources génétiques et contribue à la reconnaissance, la protection et la promotion des droits des communautés locales et indigènes sur leurs ressources biologiques et le droit de tirer collectivement avantage de l'utilisation de ces ressources. Sur le sujet controversé de la brevetabilité du vivant ou l'appropriation exclusive de toute forme de vie, y

compris ses dérivés, la loi modèle adopte une position nette de refus, contrairement aux dispositions de l'article 27,3b de l'Accord sur les ADPIC.

### **L'Annexe X de l'Accord de Bangui révisé**

Créé en 1962, l'Office Africain et Malgache de la Propriété Intellectuelle (O.A.M.P.I) est devenue O.A.P.I après la révision de l'Accord de Libreville. Cette révision est intervenue à Bangui dont le nouvel Accord porte le nom depuis sa signature le 02 mars 1977. L'Accord de Bangui a été révisé pour se conformer à l'évolution de la matière et à l'ADPIC et est entré en vigueur le 28 février 2002. A la date d'aujourd'hui, l'O.A.P.I regroupe seize pays africains.

Elle présente quelques incohérences systémiques : Au moins, trois peuvent être soulevées : D'abord, il restreint le droit de sauvegarder des semences, et impose un genre de système de privatisation du vivant, contrairement à l'option consacrée par la CDB et les PED, en général ; même l'ADPIC de l'OMC – article 27, 3, b - ne l'impose pas, mais en fait une option. Les variétés traditionnelles et les connaissances qui y sont rattachées, alors qu'elles représentent la base même des variétés modernes, sont laissées à l'écart et leur reconnaissance n'y est point consacrée. Les agriculteurs africains, dont le principal objectif est d'assurer la sécurité alimentaire et la sélection des variétés, sont donc exclus de la filière et sont ramenés à de simples clients et sujets – non plus acteurs et producteurs – de la biodiversité.

Ensuite, ce système juridique inspiré de l'Union Internationale pour la Protection des Obtentions Végétales (UPOV), donc plus proches des intérêts des pays industrialisés, est susceptible d'entraîner comme conséquences la double érosion de la diversité et des variétés (érosion génétique), celle des savoirs traditionnels, et comme finalité la prise en main du marché par les firmes transnationales et le détournement des programmes de recherches au profit et sur des bases qui sont étrangères aux intérêts des populations indigènes, « gardiennes et propriétaires millénaires de la diversité biologique ».

Enfin, l'Annexe X est mise sur la table sans tenir compte d'une autre donnée multilatérale que celle qui l'a inspirée, à savoir l'apparition de nouvelles flexibilités introduites par la Déclaration de Doha sur la santé publique et ses Décisions d'application. En effet, ces textes exonèrent les Pays les moins avancés (PMA) de toute obligation sur les Sections V et VII de l'ABR, donc sur l'obligation de conférer des brevets, jusqu'en 2016, nonobstant le délai de 2006 accordé aux PMA pour se conformer aux dispositions globales de l'Accord sur les ADPIC et qui est même susceptible d'extension au regard de l'article 66, 1 de l'Accord.

### **Les solutions proposées par les instruments internationaux**

*La Convention sur la Diversité Biologique (CDB)* . La Convention sur la Biodiversité signée en 1992 par plus de 150 pays, ratifiée aujourd'hui par plus de 170 pays dont la plupart des pays africains est entrée en vigueur en 1993. Elle reconnaît le droit de souveraineté de chaque État sur ses ressources biologiques. L'intérêt stratégique de la CDB réside dans ce que la

*(suite à la page 20)*

## **L'AGOA III officiellement lancée, les PMA bénéficient du « third country fabric » pour trois ans encore**

Après avoir été adoptée par les membres de la Chambre des représentants et du sénat américain, où elle a été déposée en décembre 2003, l'AGOA III a été officiellement prorogée par le Président américain Georges W Bush. La phase III de l'AGOA prolonge les opportunités offertes par cette loi jusqu'en 2015. Les arguments mis en avant par les différents acteurs en faveur de son extension se sont fondés sur certaines évaluations des phases I et II qui auraient montré que ladite loi a su donner aux entreprises américaines une plus grande confiance dans le climat des investissements en Afrique et a encouragé les pays africains à réformer leur économie et leur mode de gouvernance afin de profiter des possibilités offertes.

La signature de cette troisième phase apparaît comme un grand soulagement pour les pays bénéficiaires de l'AGOA, en particulier ceux qui avaient réussi à saisir les opportunités offertes par cette loi pour exporter en franchise de taxes et de quota sur le marché américain et à bâtir une industrie textile relativement performante. L'une des dispositions de l'AGOA qui fixe pour les PMA les conditions d'utilisation de tissu ou fil non américain devant entrer dans la fabrication de vêtements destinés au marché américain, le «Third Country Fabric» était en effet prévu pour expirer en septembre 2004.

L'extinction de cette flexibilité aurait certainement été fatale aux industries de nombreux PMA qui, ces dernières années, ont attiré beaucoup d'investissements dans les secteurs textiles et habillement. En la prolongeant jusqu'en 2007, l'AGOA offre aux PMA qui n'ont pas encore tiré profit de la loi une seconde chance pour développer leur capacité à exporter sur le marché américain. Selon les statistiques avancées par le gouvernement américain, plus de 150 000 emplois auraient été créés à Madagascar, au Mozambique, au Lesotho et au Sénégal entre autres. A l'opposé de ceux-ci, un pays comme l'Ile Maurice qui compte beaucoup sur l'AGOA tout en ne bénéficiant pas du statut de « third country fabric » pourrait être confronté au risque de voir les entreprises asiatiques qui sont installées sur son territoire repartir vers des régions où les coûts de production sont plus avantageux. A ces défis viendrait s'ajouter, comme pour les autres, celui que posera l'arrivée de la Chine sur le marché mondial du textile du fait de la suppression des contingents.

Dès son entrée en vigueur en 2000, l'AGOA a eu pour objectif de supprimer tous les contingents applicables aux textiles et aux vêtements en provenance d'Afrique subsaharienne et d'élargir l'accès en franchise de douane et sans contingent au marché américain pour les vêtements fabriqués en Afrique subsaharienne à l'aide de fils et de tissus qui n'existent pas aux États-Unis. Elle étend, en outre, le traitement en franchise de douane et sans contingent aux vêtements faits en Afrique avec du cachemire et certaines laines mérinos, ainsi qu'aux vêtements fabriqués en Afrique avec de la soie, du velours, du lin et d'autres tissus qui ne sont pas produits en quantités commerciales aux États-Unis.

Outre le volet textile, l'AGOA III, à travers de nouvelles provisions introduites dans la loi, étend aussi le partenariat commercial avec

les États-Unis à divers autres domaines tels que l'assistance technique pour le développement de l'écotourisme, des infrastructures aéroportuaires, portuaires et des routes; l'assistance agricole notamment la gestion de l'utilisation des produits phytosanitaires pour la santé alimentaire et surtout le développement des relations entre les acteurs du commerce pour une croissance des échanges avec l'Afrique. C'est au total quelque 6400 produits fabriqués dans 37 pays africains qui bénéficient des avantages de l'AGOA.

### **Bilan de l'AGOA**

Promulguée en mai 2000, la première loi sur la croissance et les possibilités économiques en Afrique ouvre certains secteurs du marché américain aux produits des pays africains qui adoptent des réformes économiques axées sur l'économie de marché. Depuis, l'AGOA a entraîné des investissements atteignant plus de 340 millions de dollars et créé des milliers d'emplois. Mais sur les 37 pays éligibles, moins d'une dizaine joue un rôle commercial significatif dans le cadre des échanges régis par l'AGOA. Certes, les exportations africaines durant le premier semestre de l'année 2001 ont atteint les 3 milliards de dollars. Mais ce sont essentiellement les pays producteurs et exportateurs de produits énergétiques et miniers qui en ont tiré profit. Le Nigeria se taille la part du lion avec des recettes s'élevant à 2,3 milliards, suivi du Gabon avec ses 448, 5 millions de dollars, de l'Afrique du sud avec 135 millions, du Ghana, 18,9 millions, du Cameroun 16,2 millions et du Kenya avec 16 millions. Les exportations de pétrole arrivent loin devant les textiles, pourtant favorisés par l'AGOA. La plupart des pays africains éligibles rencontrent de grandes difficultés à se conformer aux normes de l'AGOA. Si pour certains, les contraintes sont d'ordre politique (absence de démocratie, problèmes de respect des droits de l'Homme etc.) pour d'autres par contre, ce sont les normes de qualité exigées par l'AGOA qui constituent des entraves à l'entrée de leurs produits sur le marché américain.

L'AGOA est entrée en vigueur le 18 mai 2000. Elle autorise le président américain à désigner des pays susceptibles de bénéficier des opportunités d'exportation offertes par l'ouverture du marché américain à certains produits africains en franchise de taxes et de quotas. Pour être éligible, un pays doit en principe instaurer une économie de marché, un Etat de droit et une démocratie plurielle, éliminer les entraves à l'investissement américain, protéger la propriété intellectuelle, combattre la corruption, bannir certaines formes de travail des enfants etc.

Quelque 37 pays sont éligibles de bénéficier de tarifs préférentiels aux termes de l'AGOA. Ils sont : Angola, Bénin, Botswana, Cameroun, Cap-Vert, Tchad, République du Congo, Côte d'Ivoire, République démocratique du Congo, Djibouti, Ethiopie, Gabon, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Kenya, Lesotho, Madagascar, Malawi, Mali, Mauritanie, Maurice, Mozambique, Namibie, Niger, Nigeria, Rwanda, Sao Tome et Principe, Sénégal, Seychelles, Sierra Leone, l'Afrique du Sud, Swaziland, Tanzanie, Uganda et Zambie.

## Afrique de l'ouest : les Etats-Unis poussent les pays de la CEDEAO à s'ouvrir aux OGM

Quatre chefs d'Etat et environ 400 délégués venus des Quinze pays membres de la CEDEAO ont pris part à une conférence internationale sur les avantages de la biotechnologie et des organismes génétiquement modifiés (OGM), organisée du 21 au 23 juin à Ouagadougou, au Burkina Faso, par le gouvernement américain.

« Maîtriser la science et la technologie en vue d'accroître la productivité agricole: perspective ouest-africaine ». C'est là le thème général débattu lors de cette conférence qui s'est donnée pour but de combler le déficit d'informations et de combattre les préjugés sur la biotechnologie, notamment les OGM. Pour persuader les pays d'Afrique de l'ouest qu'ils ont tout à gagner dans la révolution biotechnologique en cours, les Etats-Unis ont adopté pour la conférence une méthode alliant tables rondes, ateliers et expositions portant sur des cultures de plein champ, la résistance des plantes génétiquement modifiées à la sécheresse et aux maladies végétales etc.

Mais en dépit de l'exposition de leurs pays aux sécheresses répétitives, aux maladies végétales, aux pénuries céréalières et à la disette, les quatre chefs d'Etat présents à la conférence sont restés prudents vis-à-vis des OGM et de leurs risques potentiels pour la santé humaine et l'environnement, en l'absence d'une preuve scientifiquement établie de non-nocivité. Il s'agit des Présidents Amadou Toumani Touré du Mali, Mamadou Tandia du Niger, John Kuffuor du Ghana et Blaise Compaoré du Burkina Faso, même si ce dernier, plus que les autres, semble être sensible aux arguments américains. Le Burkina Faso, est en effet l'un des rares pays de la CEDEAO à avoir entrepris avec la firme américaine Monsanto des essais d'OGM dans le domaine du coton.

### Le Burkina Faso se lance dans les essais transgéniques et s'allie avec Monsanto

Le Burkina Faso, premier pays sahélien à avoir lancé en juin 2003 des essais de culture de coton transgénique, va continuer à accroître sa production d'« or blanc » en attendant les résultats des tests menés dans certaines régions du pays. Les essais du *Bacillus thuringiensis* ou coton « BT », une variété transgénique présentée comme plus résistante, sont menés en « champ isolé » par la firme américaine Monsanto et l'Institut National pour l'Environnement et la Recherche Agricole (INERA). La firme suisse Syngenta mène aussi des essais sur un autre coton transgénique de type « VIP ».

Le Burkina Faso serait intéressé par les performances du coton transgénique en Egypte et en Afrique du Sud, et multiplie depuis quatre ans les contacts avec les laboratoires internationaux dans l'espoir de se doter de cette technologie de pointe pour développer la culture du coton, qui représente 60% des recettes publiques et fait vivre 4 millions de personnes. Mais selon l'INERA, les résultats des expériences sur le coton transgénique dans les zones de Bobo-Dioulasso (ouest) et de Fada N'Gourma (est) ne seront pas « concluantes avant des années ». Les essais devront notamment prouver « la viabilité » du coton BT dans les conditions

climatiques burkinabé et sa capacité à « s'auto-protéger » contre les chenilles *Helicoverpa*, qui compromettent chaque année environ 50% de la production totale.

En attendant, pour conserver ses recettes et son « label », le gouvernement encourage les 200.000 cotonculteurs du pays à « augmenter graduellement la production et la qualité de leur coton ». Après une récolte de 500.000 tonnes en 2003, la Société des fibres et textiles (Sofitex) mise sur une production de 600.000 tonnes de coton graine en 2004. « Si le Burkina avait adopté le coton OGM, il aurait produit 2 millions de tonnes en 2003 au lieu des 500.000 tonnes », a estimé Salif Diallo, ministre de l'Agriculture. « Le marché mondial de coton est occupé pour plus de la moitié par le coton OGM (...) l'Afrique ne doit pas attendre d'être le bon dernier », déclare M. Diallo.

Les effets potentiellement bénéfiques du coton BT pour les agriculteurs en Afrique de l'ouest sont pourtant contestés par plusieurs sources. Dans un rapport publié par l'ONG GRAIN, intitulé « Le coton génétiquement modifié prêt à envahir l'Afrique de l'ouest : il est temps d'agir ! », il est établi que le coton BT ne réduira pas le recours aux pesticides de manière significative ni n'apportera d'avantages économiques aux agriculteurs de la région. Les cultivateurs locaux de coton, les scientifiques et les ONG consultés pour l'étude disent qu'il serait bien plus efficace pour les institutions publiques de se préoccuper de soutenir les programmes de réduction des pesticides qui ont déjà prouvé leur efficacité et qui ne dépendent pas des technologies étrangères. L'étude menée par GRAIN renforce une autre recherche sur le coton BT menée en Inde intitulée « Le coton BT a-t-il encore échoué en Andhra Pradesh en 2003-2004 ? ». Ce rapport établit que le coton BT augmentait les rendements de manière insignifiante, ce qui n'a pas eu d'incidence sur les profits des agriculteurs cultivant du coton BT qui ont baissé de 9%. Cela contredit directement les données tirées d'une étude menée par AC Nielsen pour Monsanto, qui déclare que les profits des agriculteurs avaient augmenté de 92%.

### La société civile tire sur la sonnette d'alarme

Un collectif d'organisations de la société civile burkinabé a jugé que les OGM constituent « un danger » pour l'Afrique et a demandé un « moratoire de 5 ans » avant leur introduction au Burkina Faso. « Devant l'ampleur du danger que représentent les OGM pour notre santé, nos terres et la vie des générations à venir et le risque à très brève échéance de mettre notre production sous dépendance, nous sommes plus qu'interpellés et personnes ne peut rester indifférent aux conséquences qui ne seront pas sélectives », ont averti une dizaine d'associations dans un communiqué conjoint.

Pour les organisations burkinabé de défense de l'écologie du tiers-monde et les associations de femmes, signataires du texte, « il ne doit pas être permis que pour quelques intérêts immédiats de certains, on hypothèque la santé des hommes, des animaux et des plantes ».

Sources : AFP

## **Accord de partenariat économique : la CEDEAO adopte en fin sa feuille de route après plusieurs mois de cafouillage**

Réunis à Accra les 3 et 4 août, les Ministres du commerce de la Cedeao ont finalement adopté la feuille de route pour la négociation des APE approuvée depuis le 12 mars. En dépit des divergences qui ont jalonné sa négociation depuis mars, celle-ci a été adoptée sans modifications significatives.

L'Afrique de l'Ouest l'une des tout premières régions des ACP (la seconde après l'Afrique Centrale) à avoir commencé la négociation régionale d'un APE avec la Communauté Européenne début octobre 2003 n'avait toujours pas de feuille de route. Un draft avait été approuvé le 17 novembre 2003 par la région, après avoir reçu les commentaires de la partie européenne, des amendements ont été apportés à ce texte par le Comité Régional de Négociation réuni conjointement avec la Commission Européenne les 11 et 12 mars 2004 à Abuja.

Ce dernier texte a immédiatement reçu l'approbation du négociateur en chef européen Pascal Lamy. Il restait cependant l'accord des ministres du commerce de l'Afrique de l'Ouest. Le Secrétariat de la Cedeao envisageait son adoption par les ministres lors de la rencontre de ces derniers avec le Directeur Général de l'OMC qui s'est tenue le 26 mars 2004 à Abuja.

A cette occasion les ministres avaient refusé d'entrer en matière sur la feuille de route, estimant qu'ils n'avaient pas pu prendre connaissance des modifications apportées par les experts de la Cedeao et de la CE et qu'ils ne pouvaient par conséquent pas se prononcer. C'est ainsi qu'une autre réunion a été prévue à Kigali durant la réunion des ministres de l'UA du 24 au 26 mai 2004. Celle-ci fut annulée à cause de l'absence du secrétariat de la Cedeao et du manque de quorum. Une autre réunion a été prévue en marge de la réunion de l'UNCTAD XI à Sao Paolo du 14 au 18 juin 2004. Elle a connu le même sort pour une question de quorum non atteint.

A la suite de ces deux échecs, il a été décidé d'organiser une réunion des ministres dans le seul but d'examiner la feuille de route des négociations d'un APE. Les ministres qui ne pourraient faire le déplacement donneraient mandat à leurs représentants afin qu'une décision puisse être prise.

A Accra seuls trois ministres étaient présents et un seul point – examen de la feuille de route – était à l'ordre du jour. Pour rappel, la feuille de route de l'Afrique de l'Ouest est composée de 5 parties : l'introduction rappelle les principes et objectifs d'un APE; la seconde partie traite de l'approfondissement du processus d'intégration ; la troisième partie concerne l'amélioration de la compétitivité, le renforcement des capacités et la mise à niveau ; la quatrième partie est consacrée à la conduite et préparation des négociations ; la cinquième et dernière partie indique le calendrier des activités.

La réunion des experts qui a précédé celle des ministres était composée d'un expert du ministère du commerce par pays, du Secrétariat de la Cedeao, d'un représentant de la Commission de

l'Uemoa, ainsi que d'un représentant de la société civile et du secteur privé au niveau régional. Les travaux des experts ont porté exclusivement sur les modifications/amendements apportées à la feuille de route du 17 novembre lors de la réunion conjointe du Comité régional de négociation (CRN) et de la Commission européenne. Le point d'achoppement a une nouvelle fois concerné la partie III, précisément le paragraphe sur les ressources devant financer les ajustements nécessaires. Le problème, on s'en souvient, tenait à la divergence de vue entre les deux parties Cedeao et CE sur cette question de financement du développement.

Pour la CE, le FED remplirait la mission de financement des ajustements nécessaires, tandis que pour Cedeao, il faudrait des ressources additionnelles. Un compromis avait été trouvé avec la CE mentionnant des ressources complémentaires plutôt que des ressources additionnelles et mettant l'accent sur le rôle éventuel de la coopération bilatérale ainsi que l'apport d'autres partenaires traditionnels. La délégation du Nigeria souhaitait revenir sur cette question et réintroduire le terme de ressources additionnelles de son point de vue plus adéquat. Les autres délégations n'ont pas voulu rouvrir la boîte de pandore et recommencer des négociations avec la CE sur ce point. Ils ont estimé qu'il fallait adopter la feuille de route qui laisse suffisamment d'ouverture sur cette question et entamer les discussions sur les questions de substance sans plus tarder étant donné les délais très courts.

Par ailleurs, des amendements mineurs, notamment pour réaffirmer l'objectif de réduction de la pauvreté et d'amélioration de l'accès au marché, ont été apportés dans l'introduction à la demande du Nigeria. La composition de la Task Force de Préparation Régionale (TFPR) a aussi été précisée. Le reste du texte est resté en l'état. En définitive, il n'y a pas eu de modification substantielle, on pourrait même dire qu'il n'y a eu aucune modification, la plupart des délégations désirant éviter d'apporter des changements qu'il faudrait retourner négocier avec la CE.

Il aura ainsi fallu presque 6 mois entre la réunion du 12 mars et celle du 04 août pour adopter une feuille de route. A moins que la tendance ne soit spectaculairement inversée (que les institutions régionales soient plus efficaces, que les Etats acceptent de déléguer un minimum de leurs pouvoirs/souveraineté à la structure régionale et surtout que tous les Etats d'Afrique de l'Ouest aient la volonté de négocier l'APE) et étant donné l'importance et la complexité des négociations à venir, on se demande quels résultats on peut raisonnablement espérer obtenir en trois ans.

Une solution intermédiaire, si on veut éviter des retards et pertes de temps qui pourraient s'avérer préjudiciables à la région, serait de faire en sorte que les réunions conjointes CRN – CE soient immédiatement suivies d'une réunion des ministres (telle que celle qui vient de se tenir à Accra) pour se prononcer sur ses travaux.



*Négociations à l'OMC... (suite de la page 2)*

mettre au Conseil général des recommandations sur des propositions propres à des accords et d'examiner tous les autres travaux en cours, y compris les questions transversales. Les organes de l'OMC auxquels des propositions de la catégorie II ont été renvoyées sont invités à formuler des recommandations claires en vue d'une décision au plus tard en Juillet 2005.

Un certain nombre de pays en développement ont fait part de leur préoccupation concernant le traitement des questions de développement dans le texte. Imité par d'autres pays latino-américains et certains pays asiatiques, le Brésil continue à s'opposer à une différenciation entre pays en développement et a appelé à une concentration plus forte sur le fond. Le Groupe africain reste préoccupé par l'absence de progrès dans le domaine et a estimé, plus généralement, que l'accord manque d'ambition. Le Groupe souhaitait une feuille de route claire et un processus accéléré sur le traitement spécial et différencié et aurait souhaité l'inclusion dans le texte de questions telles que les produits de base, la protection de la propriété intellectuelle et la santé publique.

Globalement, le texte réaffirme les déclarations générales sous formes d'objectifs contenues dans la Déclaration de Doha. Il s'agit de travailler à rendre les dispositions de traitement spécial et différencié plus effectives, plus précises et plus opérationnelles.

**Services : Une attention particulière pour le Mode 4**

L'annexe C de l'Accord-Cadre du 1er Août est réservé au commerce des services. Le principe de l'élévation progressive des niveaux de libéralisation y est réaffirmé. Aucun secteur ou mode de fourniture n'est exclu à priori. Les Membres qui n'ont pas encore présenté leurs offres initiales – c'est le cas de beaucoup de pays africains – sont invités à le faire dès que possible. Les offres révisées feront l'objet d'une présentation à une date qui sera fixée ultérieurement. Les pays en développement et les PMA ont vu leur intérêt spécial pour le Mode 4 qui concerne la circulation des personnes physiques reconnu. La session extraordinaire du commerce des services présentera un rapport complet des progrès réalisés au Comité des Négociations commerciales aux fins de la sixième conférence ministérielle prévue à Hong Kong en Décembre 2005.

**Autres domaines de négociation**

D'autres questions importantes dans l'évolution du Cycle de Doha ont été abordées de façon résiduelle. On peut noter que la conséquence immédiate du consensus sur la facilitation des échanges est l'exclusion formelle des autres thèmes de Singapour des négociations du Cycle de Doha.

Sur les autres organes de négociation - règlement des différends, Règles, commerce et environnement, ADPIC -, l'Accord-Cadre réaffirme l'engagement des Membres de progresser conformément aux mandats de Doha. Il prend note des différends rapports présentés au Comité des Négociations commerciales.

**En perspectives....**

Après le marathon qui a abouti à l'Accord-Cadre du 1er Août, il est apparu que l'échéance du 31 Décembre 2004 pour la fin du

cycle de Doha n'est plus de mise. Les Membres devront travailler davantage pour parvenir à des résultats concrets d'ici à la prochaine conférence ministérielle de l'OMC fixée en décembre 2005 à Hong Kong. La date de mai 2005 a été fixée pour de nouvelles offres révisées sur les services, celle de juillet 2005 pour le traitement spécial et différencié en faveur des pays en développement et les délais de mise en oeuvre des accords du cycle d'Uruguay.

**Sources :** Notes ICTSD - AFP - Figaro - 24 Heures - Reuters

*Agriculture : des promesses ambitieuses ... (suite de la page 4)*

des alternatives pour la dette et le développement), «l'accord de Genève est la reconnaissance d'une injustice dont les pays en développement sont victimes et le couronnement des combats menés depuis longtemps par les mouvements sociaux», son compatriote, Cheick Oumar Tall, président de l'Assemblée permanente des chambres d'agriculture du Mali, se montre plus prudent en déclarant que s'il se «réjouit de l'accord intervenu à Genève», qui est selon lui «l'aboutissement d'une longue lutte, tout en craignant que ça ne soit un mirage en l'absence d'un calendrier précis de mise en oeuvre». En effet, le texte fait référence à une «date crédible» à déterminer; ce qui dans le langage du ministre français de l'Agriculture, Hervé Gaymard, n'est pas envisageable à court terme: «Concernant les subventions à l'export, «le sujet de négociation à partir de cet automne et jusqu'en décembre 2005 sera le rythme de démantèlement» et «je pense que le rythme sera vraisemblablement un horizon 2015 ou 2017, ce qui nous laissera le temps de nous retourner» a-t-il déclaré.

Au delà du calendrier qui inquiète, certains leaders paysans n'approuvent pas les termes même du compromis. Ainsi, José Bové l'ancien porte-parole de la Confédération Paysanne française déclare: «On est loin du compte d'un rééquilibrage» avec les pays du sud; «c'est un marché de dupe car le jeu reste entre les mains des Etats-Unis et de l'Union européenne». «On pourrait se féliciter de l'accord sur la suppression des subventions aux exportations, mais ça ne suffit pas à rééquilibrer les échanges. Tant que l'Union européenne continuera à exporter vers des pays tiers des matières premières comme le lait, les céréales ou la viande bovine avec une production soutenue, cela reste une politique de subventions». «Il faut faire reconnaître les droits des pays contre le dumping et rendre les barrières douanières nécessaires». «J'ai peur d'un piège catastrophique pour les pays en développement. Les pays africains n'ont pas vu les dangers de ce projet d'accord».

Par ailleurs, les réductions importantes des droits de douane pour faciliter les conditions d'accès aux marchés ne seront pas forcément avantageux pour les pays africains qui disposent déjà d'un accès préférentiel important. Comme le souligne Peter Draper, chercheur associé à l'Institute for International Affairs en Afrique du Sud, ces accès privilégiés perdront de leur attrait si des tarifs douaniers bas sont accordés à tout le monde. A l'appui de son argumentaire, il souligne que «Le groupe africain est depuis le début sur une position défensive. Sa principale préoccupation est de maintenir un accès (préférentiel) aux marchés de l'Union européenne, en particulier, mais aussi aux Etats-Unis», avant d'ajouter que «le grand résultat de ces négociations de l'OMC sera de réduire les tarifs douaniers. Avec la chute de ces barrières, la marge

de préférence sera réduite, rendant les producteurs africains moins compétitifs sur ces marchés-là».

*Sources: Notes ICTSD - AFP - Figaro - 24 Heures - Reuters - L'Intelligent*

*Le Coton versé dans les négociations sur l'agriculture... (suite de la page 5)*

constaté. En revanche, le nouveau cadre sur l'agriculture est juste le point de départ d'une politique nouvelle dont on ne peut pas garantir des effets rétroactifs sur un préjudice grave et continu. Même si les pays africains ne sont que tierces parties dans ce différend, et ne peuvent pas invoquer les mêmes droits que le Brésil qui est la partie principale, ils devraient pouvoir continuer à invoquer la nocivité des subventions sur le coton pour une raison juridique et pratique évidente : les négociations visent à condamner les subventions qui ont un effet de distorsion sur le commerce pour l'avenir alors que le Groupe Spécial a condamné les subventions sur le coton pour le passé, pour une période et dans des conditions qui couvrent la situation du coton africain. Ne serait-ce que de ce point de vue, la question du coton ne devait pas être versée dans l'agriculture.

### Réactions mitigées dans les milieux africains

Au Mali, premier producteur de coton en Afrique, l'accord de l'OMC sur le démantèlement progressif des subventions à l'agriculture des pays développés n'a pas suscité un grand enthousiasme. Mme Madeleine Ba Diallo, chargée du commerce extérieur au sein du ministère de l'Industrie et du commerce, a estimé que l'accord de Genève est un « accord global sur l'agriculture qui ne prend pas en compte les préoccupations des pays producteurs de coton ». Ces pays « ont toujours demandé que le dossier coton fasse l'objet d'un traitement spécifique par l'élaboration d'un calendrier précis pour l'élimination des subventions et la mise en place d'un fonds de soutien à la filière coton », a-t-elle encore affirmé.

Même son de cloche chez Eric Hazard, chargé de programme à l'ONG Enda Tiers Monde qui a suivi ce dossier de bout en bout, « L'Afrique a encore été roulée dans la farine. Il n'y a aucune raison de noyer le coton dans l'agriculture sans garanties. Il y sera comme un sujet quelconque. C'est incontestablement le projet des Etats-Unis et de l'Union européenne qui est passé. » a-t-il poursuivi. « Ceci doit d'ailleurs nous pousser à nous interroger sur notre stratégie de négociation. Nous avons manqué d'une part d'une stratégie de négociation cohérente qui nous laisse des solutions de repli, et d'autre part, l'unité et la cohérence des positions des PMA n'ont pas été effectives. Il faut ajouter à tout cela des pressions internes et externes sur les gouvernements et les négociateurs africains. Encore une fois, les intérêts commerciaux sont passés devant les impératifs de développement. » a-t-il conclu.

Les organisations de producteurs parlent quant à eux de déception et même de trahison. Le chargé des relations extérieures de l'Association des organisations professionnelles paysannes du Mali, M Ibrahim Coulibaly, par ailleurs membre du ROPPA, pense qu'« une fois encore nous nous sommes pliés. L'Afrique a reculé sur tout. Avec cette insertion du coton dans l'agriculture, c'est

l'essence même de notre soumission qui a été perdue. C'est une situation qui évacue l'urgence de ce dossier et les promesses d'un traitement rapide et ambitieux n'y changeront rien ». Pour lui, cette situation traduit une « trahison de nos gouvernements qui n'ont pas su résister aux pressions et manipulations comme à Cancun. Comme pour les OGM, ce sont les Etats-Unis qui tirent le ficelles et manipulent nos Etats en leur faisant miroiter une aide qu'ils n'auront jamais et ce au détriment des populations africaines ».

Ses voisins du Bénin avancent aussi les mêmes positions. Jacques BONOU, Secrétaire Général de la fédération des Unions de producteurs du Bénin (FUPRO) affirme que « toutes nos revendications sont bloquées. On nous impose de suivre la même réglementation que tous les autres pays alors que nous sommes loin d'avoir les mêmes contraintes... Il est malheureux, déplorable de constater que les institutions de Bretton Woods qui disent lutter contre la pauvreté ferment les yeux sur ces mécanismes de l'OMC qui créent la pauvreté. Le cas du coton en est l'exemple. Mais, en toute chose malheur est bon. Maintenant, nul ne peut contester que les règles multilatérales nous desservent, nous n'avons d'autre choix que de chercher la solution à nos problèmes par nous-même... »

*Sources: Notes ICTSD - AFP - Figaro - 24 Heures - Reuters - L'Intelligent*

*Les Produits Spéciaux pour les pays africains ... (suite de la page 7)*

collecter, bien qu'elles « décrivent » le mieux les questions de sécurité alimentaire et de développement rural, par exemple le nombre de personnes employées dans la production du produit, les superficies en culture (en pourcentage de la production totale); etc.

La sélection des PS dépend fortement des critères et des seuils retenus. En outre, les négociateurs à l'OMC devraient garder à l'esprit le fait que les PS sont non seulement une question d'impact sur les échanges, mais aussi une question d'allègement de la pauvreté (FAO, 2002).

Une fois les critères retenus, le choix des seuils reste non résolu. Ici, « l'objectivité » des critères *laisse plus d'espace* à la subjectivité du processus de négociation. De fait, les critères ainsi que les seuils font partie du processus de négociation et en conséquence, ne sont pas objectifs mais très subjectifs sur la base de la position de négociation de chaque pays.

Enfin, il est reconnu qu'aucun critère *ou* seuil unique ne pourrait représenter de manière adéquate les intérêts et les préoccupations de tous les pays en développement. Une sélection sur la base de critères statistiques mènerait nécessairement à une « guerre des indicateurs », déconnectée du but principal du débat sur la manière de prendre en compte de la sécurité alimentaire et les besoins des pays africains en matière de développement dans le cadre de l'Accord sur l'agriculture négocié.

Une alternative serait de relier les PS directement aux stratégies nationales de développement. Cette option est probablement

*(suite à la page 18)*

*Les Produits Spéciaux pour les pays africains ... (suite de la page 17)*

celle qui répond le mieux aux besoins des pays africains en matière de développement car les PS sont explicitement sélectionnés selon leur importance dans le développement global. Le retrait des PS des plans stratégiques nationaux présente trois avantages directs:

- (i) Il confère une **légitimité aux choix faits au niveau national**. En effet, outre la référence au programme de stratégie de développement national, la liste de produits peut être **présentée pour approbation** par le Parlement – initiant ainsi un processus politique, plutôt qu'un **simple** exercice technique – et ou par une autre autorité nationale (Ministère de l'agriculture, Ministère du **commerce**, etc.) et devrait être soumise à un processus de réexamen périodique au niveau national.
- (ii) Il prend également en compte un des principaux défis **rencontrés** par les pays africains durant l'Accord du Cycle d'Uruguay dans la mesure où il favorise une plus grande cohérence de politique entre les négociations commerciales internationales et les politiques économiques nationales. Il contribue ainsi à **l'intégration du commerce** dans les stratégies nationales – notamment dans les programmes de stratégie d'allègement de la pauvreté – comme **recommandé** dans des partenariats au développement tels que le processus du Cadre intégré.
- (iii) Il représente une avancée concrète en direction d'une plus grande **cohérence entre les agendas du commerce international et de la coopération au développement**. La liste des PS et l'utilisation de ces produits feraient également l'objet de réexamens périodiques au niveau de l'OMC, par exemple

dans le cadre du processus de Réexamen des politiques commerciales.

Ceci non seulement donnerait un sens concret à « l'Agenda du développement de Doha », mais aussi suivrait les objectifs du NEPAD (Union africaine, 2003 ; OMC, 2001a).<sup>3</sup>

En ce qui concerne la couverture pays, ce critère peut ne pas être un problème pour la plupart des pays africains, car, quels que soient les critères (pays en développement, PMA, pays en développement importateurs nets de produits alimentaires, classification par la FAO des pays à faible revenu ayant un déficit alimentaire, PIB par tête d'habitant en-dessous d'un seuil spécifié) pouvant être retenus, la plupart de ces pays pourraient être éligibles.

#### **Lien possible entre les Produits spéciaux et le nouveau mécanisme de sauvegarde spéciale**

Les PS et les MSS ne répondent pas au même objectif. Les PS **ont** une perspective à plus long terme alors que les MSS **sont** des questions à court terme et répondent à des spécificités : brusques poussées des importations ou baisse des prix. Les PS sont des produits qui sont très « exposés » à l'environnement commercial changeant et qui ont besoin d'une période d'adaptation plus longue. En conséquence, en cas de brusques poussées des importations et de réduction des prix, les « produits sensibles » peuvent être le plus affectés et pour cette **raison**, auraient besoin d'un instrument adéquat pour répondre à ce cas particulier. Du fait que tous les produits agricoles peuvent être soumis à de brusques poussées des importations et/ou à des réductions de prix, le MSS devrait être applicable à tous les produits de base, y compris aux PS.

Rubrique/paramètre	Recommandation
<b>Besoin de PS</b>	Les hauts niveaux de taux consolidés ne sont pas suffisants pour protéger les producteurs nationaux de certains pays contre les <u>importations bon marché dans des secteurs sensibles</u> . Le concept de PS est une <u>garantie nécessaire</u> pour que les pays africains réalisent la libéralisation des échanges pour d'autres produits agricoles (non PS).
<b>Produits ciblés</b>	Produits bruts et transformés, y compris <u>des produits d'exportation non subventionnés</u> .
<b>Processus de sélection de produits</b>	Désignation autonome sur la base de la stratégie nationale de développement et avec l'approbation d'une autorité nationale (parlement, ministère de l'agriculture ou ministère du commerce ou les deux ...)
<b>Justification</b>	Stratégie nationale de développement dans le cadre de laquelle les produits sélectionnés sont désignés comme sensibles à des fins de développement (sécurité alimentaire, développement rural, allègement de la pauvreté, modes de subsistance).
<b>Surveillance et contrôle</b>	Liste de PS <i>soumise</i> à un processus de réexamen périodique aux niveaux national et de l'OMC.
<b>Lien avec le MSS</b>	Tous les PS peuvent prétendre au MSS.
<b>Autres questions</b>	Afin de faciliter le commerce Sud/Sud, les produits d'exportation subventionnés peuvent ne pas être éligibles au statut de PS. Les PS font partie d'une liste de produits exclus des Accords de libre-échange. Une liste unique de PS pour les membres d'une union douanière.

<sup>3</sup> NEPAD : Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique.

On peut envisager dans l'avenir de simplifier les accords de sauvegarde existant (ou d'y ajouter une disposition TSD) **pour permettre** aux pays en développement de recourir à des mesures de sauvegarde rationalisées, comme le suggèrent certains experts (Diaz-Bonilla, *et al.*, 2002). **Toutefois**, du fait que **le** débat sur l'accord de sauvegarde ne porte pas sur le mandat de la négociation et peut être une question à plus long terme, l'inclusion d'un MSS dans l'Accord sur l'agriculture semble être la manière la plus appropriée de répondre au besoin de filet de sécurité des pays africains.

#### IV - Conclusion et recommandations

Le tableau ci-dessous résume les principales recommandations relatives au PS pour les pays africains. En outre, des dispositions spéciales pour l'assistance technique et financière devraient être incorporés dans l'Accord, pour aider ces pays renforcer leurs capacités d'offre dans les zones rurales. **Ceci leur permettrait** de profiter pleinement des nouvelles opportunités commerciales **afin** de garantir que la mise en œuvre de l'Accord n'affecte pas de manière négative les modes de subsistance de leurs populations rurales.

#### Bibliographie

Union africaine (2003), *African Common Position on the fifth WTO Ministerial Conference, Cancun, Mexico, 10-14 September 2003*, AU/TD/MIN/Decl.2(I) Annexe, Première session ordinaire du sous-comité ministériel du commerce, sous-comité technique spécialisé dans le commerce, la douane et l'immigration, 19-20 juin 2003.

Diaz-Bonilla E., M. Thomas & S. Robinson (2002), « *On Boxes, Contents, and Users: Food Security and the WTO Negotiations* », IFPRI, Discussion paper n° 82.

FAO (2000 a), *Agriculture, trade and food security*, Vol. II Country case studies.

FAO (2000b), Module 2, *Preparing for Negotiating Further Reductions of the Bound Tariffs*, Volume II, Agreement on agriculture In Multilateral trade negotiations on agriculture, a resource Manual.

FAO (2002), *Papers on selected issues relating to the WTO negotiations on agriculture*.

Mamaty, I. (2002), *African Countries and the Agreement on Agriculture. What Scope for Sustainable Development ?*, ICTSD Resource Paper N° 3, International Centre for Trade and Sustainable Development: Genève.

Ruffer, T. & P. Vergano (2002), *An agricultural safeguard mechanism for developing countries*, Oxford Policy Management & O'Connor and Company, août.

Ruffer, T. & A. Swinbank (2003), mars 2003, *Stock-take of the WTO Agriculture negotiations implications for developing countries*, Oxford Policy Management.

Sharma, R. (2002), *Developing country Experience with the WTO Agreement on Agriculture and Negotiating and Policy Issues*, paper presented at the International Agricultural Trade Research Consortium (IATRC), symposium d'été sur : « The developing Countries, Agricultural Trade and The WTO », Vancouver, Canada.

OMC (2001a), *WTO African group: Joint Proposal on The Negotiations on Agriculture*, G/AG/NG/W/142, 23 mars 2001. Comité de l'agriculture, Session spéciale.

OMC(2001b), *Déclaration ministérielle de Doha*, novembre 2001.

OMC (2002c), Proposition présentée lors de la réunion informelle de l'OMC, 18-20 novembre, JO(02)/187, contribution spécifique du Groupe africain.

#### Différend sur le sucre : une décision préliminaire... (suite de la page 8)

au préalable, demandé une exemption pour le sucre durant le Cycle d'Uruguay de négociations commerciales, qui avait pris fin officiellement en 1994. En soutenant que l'excédent de sucre découlant des contingents de production sucrière européenne constituait une subvention à l'exportation, le Brésil s'appuyait, selon l'UE, sur le précédent établi par une décision de l'Organe d'appel dans un différend initié par les Etats-Unis contre le régime d'exportation de produits laitiers du Canada. Cette décision de l'Organe d'appel avait confirmé une conclusion du groupe spécial selon laquelle le Canada avait violé les règles de l'OMC en fournissant du lait à bas coût aux industries laitières pour l'exportation.

Le représentant de l'UE auprès de l'OMC Carlo Trojan avait affirmé que les plaintes des trois nations risquaient « d'introduire un facteur d'instabilité pour de nombreux pays dépendant du commerce du sucre » et pouvaient avoir un effet négatif sur les négociations commerciales du cycle de Doha, en cours à l'OMC. A sa suite, les commissaires européens chargé de l'agriculture, Franz Fischler, et du Commerce, Pascal Lamy, avaient aussi vivement critiqué l'option brésilienne de saisir l'ORD. Pour le premier, « cette remise en cause de la situation existante est difficile à comprendre. L'objectif poursuivi n'est rien moins qu'une attaque contre la politique de Développement de l'UE. Ne nous y trompons pas : les plaintes déposées par le Brésil, l'Australie et la Thaïlande risquent de mettre en danger les bénéfices apportés par le régime européen à beaucoup de pays en voie de développement dépendant du sucre, spécialement les pays ACP. Et pour couronner le tout, ces pays remettent en cause les engagements souscrits par tous les membres de l'OMC lors du cycle de l'Uruguay ». Son collègue Lamy avait adopté la même stratégie, estimant que « l'action engagée devant l'OMC risque non seulement de déstabiliser les économies de certains petits pays ACP tributaires du commerce du sucre, mais aussi de créer un rideau de fumée destiné à masquer les véritables causes de la dépression actuelle des cours mondiaux du sucre. Nous les défendrons avec détermination devant l'OMC » avait-il fini par prédire.

#### Inquiétudes dans pays ACP

Aujourd'hui, il semble que la stratégie de défense de l'UE n'ait pas prospéré et la détermination évoquée par Lamy paraît pour le moment insuffisante à contrer les arguments du Brésil, de l'Australie et de la Thaïlande qui ont été suivis par le panel. Si la décision se confirme, ce qui est fort probable au vu de la pratique en la matière, l'Union européenne ne sera pas seule à faire face aux effets induits par les mesures d'adaptation de son régime sucrier

(suite à la page 20)

*Différend sur le sucre : une décision préliminaire... (suite de la page 19)*

aux règles de l'OMC. Peut être plus que l'UE, les pays ACP, au premier rang desquels se trouve l'Ile Maurice, pourrait sentir directement les contrecoups de la bataille sur le sucre. En effet, au-delà du régime sucrier européen, la décision du groupe spécial affectera inéluctablement le protocole du sucre, l'un des plus importants composants de la convention de Lomé, signé avec 16 pays ACP, qui stipule que l'UE pourra importer 1,3 million de tonnes de sucre chaque année, à des prix très proches des prix élevés reçus par les fermiers producteurs de sucre de betterave de l'UE. Si cette plainte devait aboutir, elle entraînerait des restrictions encore plus sévères imposées par l'OMC sur les exportations européennes de sucre, réduisant, dans le même temps, les restitutions à l'exportation d'un montant équivalent à celui des importations communautaires préférentielles de sucre en provenance des pays ACP. Cela n'entraînera pas forcément une révision à la baisse du quota ACP, mais pourrait forcer les Etats membres de l'UE à accélérer la réforme du secteur, avec à la clé, l'abandon du soutien au prix au profit des paiements d'aides directes. Une telle réforme compromettrait directement les préférences commerciales accordées sur le sucre aux pays ACP, puisque Commission européenne estime qu'une baisse de 25 % du prix du sucre européen engendrerait pour les exportateurs ACP une perte de revenu d'environ 250 millions d'euros par an. Pour se prémunir, les pays ACP, soutenus par le G90, ont évoqué en juillet dernier, l'idée d'une « compensation totale » à la baisse des prix garantis de l'UE et des mesures de sauvegarde pour leurs exportations de sucre.

Un pays comme l'Ile Maurice, qui bénéficie du plus important quota d'importation dans le marché de l'UE serait profondément touché par la réforme du régime du sucre en Europe. Des 650.000 tonnes de sucre produites par an, à peu près 500.000 vont dans l'Union européenne. Depuis la fin des années 1970, près de 90% des revenus d'exportation du pays ont été réalisés dans le secteur du sucre. Dans le même temps, le pays a fait des efforts énormes pour diminuer sa dépendance économique vis-à-vis du sucre. Il a diversifié autant le secteur du sucre lui-même (en offrant des qualités spéciales de sucre) que d'autres secteurs (en établissant une industrie textile). Bien que ces efforts soient un succès, le sucre continue de jouer un rôle important dans l'économie du pays.

En 1993, les ventes de sucre représentaient 28% de tous les gains d'exportation. Aujourd'hui encore, 75% de la terre cultivable est utilisée pour la culture de la canne à sucre. 35.000 petits agriculteurs en vivent. Etant donné les conditions géographiques naturelles et la culture de petite échelle, il est presque impossible de compenser la chute des prix en diminuant les coûts de production.

**Sources :** *Notes Ictsd ; AFP ; AP ; l'Express (Ile Maurice) ; Oxfam International*

*Rendre les médicaments plus abordables... (suite de la page 10)*

à prévoir des poids sociaux qui rehausseraient la contribution mesurée en vue de points de référence. Les discussions des traités R&D se sont concentrées sur trois domaines où ceci pourrait être utile :

- Le transfert de technologie : par exemple des projets en collaboration entre des pays à revenu élevé et des pays à faible revenu ;
- L'ouverture : tel que le Projet sur le génome humain ou des projets de développement de médicaments à sources ouvertes : et
- Les priorités en matière de santé publique : telles que la recherche sur le paludisme et d'autres maladies négligées, ou des vaccins pour le Sida et le SRAS.

### Conclusion

Dans ce bref article, nous avons présenté un cadre pour le commerce qui ne nécessite pas de choix entre l'accès et l'innovation ; ni ne choisit entre les approches secteur privé et secteur public. Les deux seront probablement utilisées. La R&D-plus est flexible et dispose d'une prise de décision décentralisée. Dans sa forme pure, les négociateurs globaux décident des cibles pour des planchers en matière de financement R&D. Les objectifs sociaux sont pris en compte à travers des poids qui rehaussent les contributions mesurées aux cibles. Chaque pays choisit alors comment atteindre ces cibles. Certains choisiront des DPI plus forts, alors que d'autres préféreront des approches sources ouvertes. Certains seront en faveur de la gestion des investissements par le secteur privé, alors que d'autres s'appuieront sur l'approche privée (à but lucratif ou non lucratif) plus entrepreneuriale. La plupart choisiront des approches combinées. A court terme, des approches R&D-plus progressives peuvent être utilisées pour éviter les pires aspects des accords ADPIC-plus.

Nous estimons que la R&D-plus est à la fois réalisable et possible. Le système actuel ne marche pas pour les pays en développement ou pour les pays à revenu élevé. Des modèles de DPI forts sont en train d'imploser même aux Etats-Unis et en Europe. Nous devons trouver des voies et moyens d'éviter le rationnement, les insuffisances coûteuses et la dégradation des professions scientifiques et médicales – et de promouvoir une science plus ouverte afin de promouvoir de plus grandes innovations. La R&D-plus, c'est l'avenir, mais nous en avons besoin maintenant.

*La Protection du développement durable ... (suite de la page 12)*

répartition géographique de la biodiversité mondiale se caractérise par la concentration d'une grande partie des ressources génétiques dans les PED, et pour cette raison la CDB est réputée favorable à ces pays car visant à protéger une ressource d'importance pour les pays riches en ressources génétiques. Cela se traduit par le fait qu'un grand nombre des parties à la CDB sont des PED, alors que la plus grande puissance industrielle, les Etats-Unis n'y adhère pas.

Cet état de choses crée un conflit Nord-Sud aux enjeux différents. Le cas du continent africain illustre cette réalité. Composé d'une cinquantaine de PED, ses forêts et savanes recèlent une partie importante de la biodiversité planétaire, avec de multiples variétés végétales et animales. Les régions d'Afrique occidentale et centrale constituent une zone riche en ressources biologiques,

alors qu'une grande partie des pays qui les composent sont de la catégorie des pays moins avancés (PMA) avec un niveau de développement scientifique encore embryonnaire.

*La Convention de l'UPOV (Union internationale pour la Protection des Obtentions Végétales)* étend la protection à toutes les espèces végétales supérieures et introduit la protection des obtentions végétales par un droit de propriété intellectuelle. Elle remet également en cause l'exemption de recherche et le privilège du fermier. A la date du 15 avril 2004, l'Afrique ne compte que trois membres : Afrique du Sud, Kenya et Tunisie, sur un total de 54 pays membres.

L'absence des pays de l'Afrique de l'Ouest, en particulier ceux de l'OAPI, cache une réalité qui est celle de l'opportunité, car l'Annexe X de l'Accord de Bangui révisé sur les ressources génétiques a été calquée sur les mêmes dispositions, suivant une assistance technique fournie par les Secrétariats de l'OMPI et de UPOV.

*L'Accord sur les ADPIC* traite de l'applicabilité des principes fondamentaux de l'Accord général et des accords internationaux pertinents en matière de propriété intellectuelle, de l'élaboration de normes et principes adéquats concernant les droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce, de l'élaboration de moyens efficaces pour faire respecter ces droits de propriété intellectuelle, du règlement multilatéral des différends et de dispositions diverses.

Cette pluralité d'instruments crée une imbrication de plusieurs normes environnementales parfois contradictoires. Quel compromis peut-il s'en dégager ?

### **Un compromis difficile à trouver**

Le concept de droits des agriculteurs a été développé en réaction à l'insistance des pays développés d'exclure les variétés végétales protégées par des droits de propriété intellectuelle hors du champ d'application du principe du patrimoine commun de l'humanité. Le concept vise à reconnaître l'énorme contribution des agriculteurs de tous les pays dans la conservation et le développement des ressources génétiques qui constituent la base de l'alimentation et de l'agriculture dans le monde. Il s'agit des droits découlant des contributions passées, présentes et futures dans la conservation, l'amélioration et la fourniture des ressources génétiques végétales.

La brevetabilité du vivant est un principe admis pour la plupart des textes et accords internationaux. Seule la loi - modèle de l'OUA l'écarte de manière explicite. Or, les variétés locales, les variétés « indigènes » ne peuvent remplir les conditions de brevetabilité, alors qu'elles résultent de longues années de sélection conduite de génération en génération par les agriculteurs, « depuis plus de 10 000 ans » avance la FAO.

La législation modèle s'inspire de la CDB, dont la compatibilité avec l'accord TRIPS soulève des questions. Elle pourrait cependant jeter un pont entre ces deux engagements internationaux, tentant de respecter d'un côté les principes de la propriété intellectuelle et, de l'autre, la préservation de la biodiversité et son caractère de bien commun. Elle chercherait ainsi un équilibre entre les intérêts spécifiques en Afrique et ceux découlant de ce bien public mondial qu'est l'environnement.

Comme le rappelle un expert, « pour les sociétés en transition vers l'économie de marché, le développement ne peut pas se réduire à sa seule dimension économique (...). Sa finalité, c'est l'intégration sociale globale de toutes les couches de la population (...). Dans cette perspective, les objectifs à atteindre sont notamment la sécurité économique, sociale et juridique des individus ». L'Accord de Cotonou est très explicite à ce sujet, sur les relations fonctionnelles entre développement durable et les éléments sociaux, économiques et politiques des pays.

Alors qu'elle aspire à créer une cohérence entre les législations nationales des pays africains, la loi modèle se heurte à l'Annexe X de l'ABR qui reprend les termes de la Convention de l'UPOV de 1991 pour se mettre en conformité avec l'ADPIC. Ce choix législatif laisse peu d'espace pour une mise en œuvre effective de la loi modèle, fondée sur une philosophie différente. Cependant, l'attrait de ce texte auprès de nombreux pays non africains - Cuba, République Dominicaine, Salvador, Honduras, Inde, Indonésie, Malaisie, Pakistan - lui confère une légitimité internationale qui lui donne une garantie certaine pour l'avenir.

Avec le jeu des ratifications, l'ABR est entré en vigueur le 28 février 2002, mais sans l'Annexe X sur les ressources génétiques, une marge d'harmonisation reste possible pour amener la conformité entre les instruments de gestion du développement durable en Afrique. En mai 2001, une réunion s'est même tenue à Addis-Ababa entre l'OUA, l'UPOV et l'OMPI afin de commenter la loi modèle et introduire plus d'équilibre dans la répartition des droits sur la biodiversité des communautés locales, des agriculteurs et des sélectionneurs en Afrique. Il faut simplement éviter que ce qui aurait dû être un échange de vue ne se transforme en une tentative non dissimulée de subvertir la loi modèle au profit des intérêts de l'industrie. La reprise du dialogue « inter institutions » et « inter-systèmes » doit se faire au profit exclusif des populations africaines.

### **En conclusion**

L'évolution récente du débat sur les liens entre commerce et environnement montre la nécessité de poursuivre le travail de renforcement des capacités ainsi que la coopération et la coordination entre l'OMC, la CNUCED, le PNUE et d'autres organisations. Il est évident que les pays en développement continueront de souligner la nécessité de préserver un certain équilibre dans l'évaluation des risques et des possibilités que pourrait offrir une poursuite du programme de travail concernant le commerce et l'environnement, afin de réduire les pressions en faveur d'actions unilatérales.

L'avantage comparatif de l'OMC - peut-être aussi les peurs qui lui sont associées - vient de en partie de ce qu'elle dispose de moyens de contrainte. Mais elle n'est pas une organisation de protection de l'environnement et sa compétence se limite aux politiques commerciales et aux aspects liés au commerce des politiques environnementales qui pourraient avoir un impact important sur le commerce. L'OMC seule n'a pas la réponse aux problèmes environnementaux, mais elle est sûrement incontournable pour trouver une solution crédible et définitive.

Toutefois, elle peut fortement aider à ce que les politiques commerciales et environnementales puissent se compléter mutuelle-

(suite à la page 22)

## Médicaments essentiels: les Membres de l'OMC reportent l'adoption définitive de l'accord sur l'accès aux médicaments

Le conseil des ADPIC s'est réuni le 16 juin dernier sous la présidence de Joshua Low (Hong Kong) pour tenter de faire avancer les dossiers relatifs à l'accord trouvé en Août 2003 sur l'accès des pays pauvres aux médicaments génériques et la révision de l'article 27.3 b portant sur la brevetabilité du vivant. A cause de l'absence de consensus sur l'applicabilité de l'Accord sur les médicaments avant la date limite du 30 juin 2004, la réunion initialement prévue pour deux jours a été écourtée. La décision majeure qui en est sortie est le report, jusqu'à fin mars 2005, de l'adoption de la mesure devant rendre définitif l'accord trouvé juste avant la conférence ministérielle de Cancun.

### La décision reportée, les médicaments génériques toujours inaccessibles pour les pauvres ?

Si l'accord trouvé à l'arrachée en août 2003 pour mettre en place des mécanismes souples pouvant permettre aux pays pauvres n'ayant de capacité pharmaceutique d'importer des médicaments sous « licence obligatoire » avait été salué par d'aucuns, d'autres par contre avaient émis de sérieuses réserves quant à son applicabilité. Voir [http://www.ictsd.org/pass\\_synthese/03-08/wtoinbrief.htm](http://www.ictsd.org/pass_synthese/03-08/wtoinbrief.htm). Ces derniers seraient sur le point d'avoir raison dans la mesure où les membres n'ont pas réussi à trouver un terrain d'entente avant la date du 30 juin 2004 pour transformer l'exemption temporaire au droit de propriété intellectuelle en amendement permanent à l'Accord ADPIC. Leur désaccord porte sur des questions techniques. L'Union Européenne a accusé certains membres du Conseil de chercher à renégocier l'accord en remettant sur la table des points déjà écartés des négociations. Avec Taiwan, la Corée, la Suisse, Israël, Hong Kong et la Norvège, l'UE a demandé que la clause d'exemption devienne un amendement permanent, ce à quoi des pays producteurs de génériques comme l'Inde, le Kenya et la Malaisie se sont opposés.

Face à ces divergences et dans le but de ne pas rouvrir un dossier aussi controversé que celui de l'accès aux médicaments, le président Joshua Low a proposé le report de la décision pour laisser aux Membres le temps de mener des consultations supplémentaires.

Pourtant, en dépit du fait qu'il n'y a toujours pas d'accord définitif sur l'accès aux médicaments, certains pays dont, le Canada, la Suisse, l'Union Européenne et la Norvège ont déjà démarré un processus de changement de leur législation nationale pour prendre en compte la mise en œuvre de l'accord ADPIC. La Norvège a d'ailleurs annoncé avoir entièrement adapté sa législation et appliqué les termes de l'accord, autorisant du coup l'exportation de médicaments génériques vers des pays en crise sanitaire.

### Les termes du compromis d'août 2003

Le texte du compromis est proposé par les Etats-Unis et quatre pays en développement particulièrement concernés par ce dossier - le Brésil et l'Inde, pays producteurs de médicaments génériques, et le Kenya et l'Afrique du Sud, pays durement frappés par le sida -, reprend le texte de décembre 2002 (voir Passerelles Synthèse Mensuelle, Vol. 1 No 10. [http://www.ictsd.org/pass\\_synthese/02-](http://www.ictsd.org/pass_synthese/02-12/story1.htm)

[12/story1.htm](http://www.ictsd.org/pass_synthese/02-12/story1.htm)) en lui adjoignant une « déclaration du président » du Conseil Général. Ce texte stipule que la nouvelle réglementation devra être utilisée « de bonne foi » afin de protéger la santé publique, et non à des fins commerciales. Elle ajoute que les médicaments génériques produits dans les pays en développement ne devront pas se retrouver sur les marchés des pays riches. Les pays s'engagent aussi, à ce que les médicaments à prix réduits arrivent à leur destination sans être revendus à des pays développés ou ceux possédant la capacité de les produire eux-mêmes. Le texte adopté contient ainsi diverses clauses prévues pour éviter le détournement du système au détriment de la protection des brevets dans les pays riches.

Contrairement à certains négociateurs et des représentants de l'industrie pharmaceutique qui avaient à l'époque parlé d'un accord équilibré, plusieurs organisations non gouvernementales (ONG) avaient exprimé des doutes sur la portée pratique de l'accord. Médecins sans frontières et Oxfam l'avaient estimé trop compliqué à appliquer et légalement peu clair. Pour eux, il s'agit de « vingt pages pleines de clauses compliquées, contradictoires et ambiguës », qui vont décourager les investisseurs. Les pays pauvres n'auront pas d'autre choix que d'acheter des médicaments au prix fort, s'ils veulent soigner leur population, avaient-ils ajouté. C'est toujours le cas, pour encore neuf mois au moins.

Sources : AFP, Passerelles, OMC.

*La Protection du développement durable ... (suite de la page 21)*

ment. A cette fin, l'OMC doit cumuler son rôle de promouvoir la libéralisation du commerce, tout en veillant à ce que les mesures environnementales ne fassent pas obstacle au commerce et à ce que les règles commerciales n'empêchent pas les pays de prendre des mesures internes pour protéger l'environnement. Cela implique qu'il faudrait s'intéresser davantage aux problèmes environnementaux liés au commerce et aux problèmes commerciaux liés à l'environnement en dehors du cadre de l'OMC. La collaboration actuelle avec les AEM offre un terrain fertile à cet égard et il faudra la fortifier.

L'« exception environnementale » existe bel et bien dans l'architecture institutionnelle de l'OMC, même si ses contours sont éparpillés dans les Accords de l'OMC, mais il appartient aux pays concernés d'en faire usage autant que possible. Cet effort dépasse les capacités des pays africains seuls, ce qui implique un partenariat interne, régional et international très étendu – incluant tous les acteurs. La seule notion que l'environnement constitue un bien public international implique cette gestion multiforme et pluridisciplinaire.

« Gagner sur les trois tableaux » du commerce, de l'environnement et du développement est la gageure des négociations sur les liens entre l'environnement et le commerce international. Nulle autre approche n'offre une plateforme aussi idoine pour réussir ce défi, mais il requiert la mise en commun de tous les efforts internes et externes pour y arriver.



## L'UE va vers une réforme de son Système de Préférences Généralisées - SPG

Le 7 Juillet dernier, la Commission Européenne a rendu publique une proposition de réforme de son système de préférences commerciales en faveur des pays en développement. [http://europa.eu.int/comm/trade/issues/global/gsp/pr070704\\_fr.htm](http://europa.eu.int/comm/trade/issues/global/gsp/pr070704_fr.htm).

Cette réforme propose un cadre pour les dix années à venir (2006-2015). La volonté de l'Union Européenne est d'aller au delà des réductions tarifaires qui pourraient être décidées dans le cadre de l'agenda de Doha, d'ouvrir ses frontières aux pays en développement exportateurs et de mieux leur assurer une intégration dans le système commercial international.

Récemment, l'Organe d'Appel de l'OMC a précisé les conditions d'octroi des préférences aux pays en développement. L'Organe d'Appel a estimé que les pays développés sont en principe autorisés à octroyer des tarifs différents aux produits originaires de différents bénéficiaires du SPG, à condition qu'un traitement identique soit disponible pour tous les bénéficiaires placés dans des conditions similaires. Un Membre de l'OMC qui désirerait octroyer des préférences tarifaires additionnelles dans le cadre de son schéma SPG devrait identifier, objectivement, les «besoins en développement» particuliers des pays en développement qui pourraient être spécifiquement traités.

C'est donc conscient de la nécessité de se conformer à ce cadre juridique précisé que l'Union met en place son nouveau Système de Préférences Généralisées (SPG). Il s'articule autour de quelques principes clés : Maintenir une offre tarifaire généreuse, Proposer un SPG plus simple et plus facile d'accès, Concentrer le SPG sur les pays qui en ont le plus besoin, Rendre la graduation plus transparente et plus ciblée sur les principaux bénéficiaires, Améliorer les règles d'origine.

Sources. Notes ICTSD, [www.europa.eu.int](http://www.europa.eu.int)

## Le Groupe Spécial de l'OMC sur le coton donne raison au Brésil

Le Groupe Spécial de l'OMC sur le coton vient d'entériner son rapport intérimaire d'Avril dernier qui déclarait les subventions américaines illégales. Voir [http://www.ictsd.org/pass\\_synthese/04-04/story1.htm](http://www.ictsd.org/pass_synthese/04-04/story1.htm)

Pour le moment, le Rapport final a été exclusivement notifié aux deux parties en conflit : Le Brésil et les USA. Selon la pratique de l'OMC, le rapport sera mis à la disposition du public dans les semaines à venir, après sa traduction dans les trois langues de travail de l'Organisation. Le Groupe Spécial a affirmé que les subventions accordées aux cotonculteurs américains par leur gouvernement entre 1999 et 2002 dans le cadre de divers, tels que les crédits à l'exportation ou les paiements directs, favorisaient la diminution des prix sur le marché mondial et portaient un préjudice grave aux intérêts commerciaux du Brésil. Il a été enjoint aux USA de les retirer au plus tard en Juillet 2005. Les Etats Unis ont d'ores et déjà indiqué qu'ils feront appel de cette décision devant l'Organe d'Appel de l'OMC.

## PASSERELLES

entre le commerce et le développement durable

BRIDGES/PASSERELLES/PUENTES/BRÜCKEN

visent à fournir des informations et des analyses sur les relations entre le commerce et le développement durable afin de favoriser la participation d'un nombre croissant d'acteurs dans les débats internationaux. ICTSD et ses partenaires remercient la John D. et Catherine T. MacArthur Foundation pour l'appui qu'elle fournit à la publication de Passerelles et de Puentes.



enda tiers-monde

*PASSERELLES* entre le commerce et le développement durable est publiée tous les deux mois par ENDA Tiers-Monde et ICTSD.

Responsable de publication : Taoufik Ben Abdallah  
Rédaction : Cheikh Tidiane Dièye et El Hadj Abdourahmane Diouf

Montage : Noma Camara  
Adresse : B.P. 3370 Dakar, Sénégal  
Tél : (221) 821-70-37  
Fax : (221) 822-26-95  
E-mail : [syspro2@enda.sn](mailto:syspro2@enda.sn)  
Web : <http://www.enda.sn>



International Centre for Trade and Sustainable Development

*BRIDGES Between Trade and Sustainable development* est publié mensuellement par le Centre international pour le commerce et le développement durable.

Directeur Exécutif : Ricardo Meléndez-Ortiz

Editrice : Anja Halle  
Tél : (41-22) 917-8492  
Fax : (41-22) 917-8093  
E-mail : [ictsd@ictsd.ch](mailto:ictsd@ictsd.ch)  
Web : <http://www.ictsd.org>



FUTURO  
LATINO AMERICANO

*PUENTES Entre el Comercio y el Desarrollo Sostenible*, est publiée tous les deux mois pour Centro de Internacional de Política Económica de l'Université Nationale de Costa Rica, Fundación Futuro Latinoamericano et ICTSD.

Coordinateurs : Carlos Murillo, Eduardo Escobedo  
Rédaction : Marijke Hallo, Carlos Pomareda, Eduardo Escobedo

Tél : (506) 263 4550  
Fax : (506) 263 4540  
E-mail : [puentes@ictsd.ch](mailto:puentes@ictsd.ch)



*BRÜCKEN zwischen Handel und zukunftsfähiger Entwicklung*, l'édition allemande de *BRIDGES* est publiée tous les deux mois en collaboration avec Germanwatch.

Coordinateur : Rainer Engels  
Editrice : Martina Schaub  
Tél : (49-228) 60492-0  
Fax : (49-228) 60492-19  
E-mail : [tradewatch@germanwatch.org](mailto:tradewatch@germanwatch.org)  
Web : <http://www.germanwatch.org>

Les opinions exprimées dans les articles signés de *PASSERELLES*, *BRIDGES*, *PUENTES* et *BRÜCKEN* sont celles de leurs auteurs et ne reflètent pas nécessairement celles d'ENDA, d'ICTSD, de la Fundación Futuro Latinoamericano et de GERMANWATCH. Des extraits de ces articles peuvent être utilisés dans un but non commercial à condition d'en citer l'origine et les auteurs.

## PASSERELLES synthèse mensuelle

Pour vous abonner à la revue Passerelles ou au bulletin électronique Passerelles synthèse mensuelle sur le commerce et le développement, envoyez un courrier électronique à : [syspro2@enda.sn](mailto:syspro2@enda.sn) ou à [achardonnens@ictsd.ch](mailto:achardonnens@ictsd.ch). Dans le corps du texte écrivez inscription à Passerelles. La revue et le bulletin électronique sont aussi disponibles sur le site internet de ICTSD.

## Publications

**Accords de Partenariat Économique** – Note de Synthèse Les négociations commerciales UE-ACP après l'accord de Cotonou. De CTA Agritrade, 2003. A consulter à : [http://agritrade.cta.int/postcotonou/executive\\_brieffr.htm](http://agritrade.cta.int/postcotonou/executive_brieffr.htm)

**A Handbook on the WTO Dispute Settlement System**, ce guide a été élaboré par le Secrétariat de l'OMC pour expliquer les pratiques qui sont apparues dans le cadre du fonctionnement du système de règlement des différends de l'OMC depuis son entrée en vigueur le 1er janvier 1995. [https://secure.vtx.ch/shop/boutiques/wto\\_index\\_boutique.asp?language=F](https://secure.vtx.ch/shop/boutiques/wto_index_boutique.asp?language=F)

**A Handbook of Anti-Dumping Investigations**, Ce manuel unique élaboré par des spécialistes du Secrétariat de l'OMC couvre les principales questions qui se posent lors des enquêtes antidumping comme elles sont incorporées dans les dispositions pertinentes de l'OMC. [https://secure.vtx.ch/shop/boutiques/wto\\_index\\_boutique.asp?language=F](https://secure.vtx.ch/shop/boutiques/wto_index_boutique.asp?language=F)

**Banque Africaine de développement (BAD) ; Rapport sur le développement en Afrique 2004 : l'Afrique dans les échanges mondiaux.** <http://www.eyrolles.com/Entreprise/Livre/9782717848397/livre-rapport-sur-le-developpement-en-afrique-2004.php>

**Gérard Marie Henry, « 100 questions sur la Mondialisation », Vuibert 2004, 190 pages.** <http://www.eyrolles.com/Entreprise/Livre/9782844723116/livre-100-questions-sur-la-mondialisation.php>

**Nasser Mansouri-Guilani, « La mondialisation à l'usage des citoyens », Les éditions l'atelier, 2004, 414 pages.** <http://www.eyrolles.com/Entreprise/Livre/9782708237391/livre-la-mondialisation-a-l-usage-des-citoyens.php>

**OCDE, Perspectives agricoles de l'Ocde 2004 – 2013** présente une évaluation des tendances et perspectives qui marqueront à moyen terme les principaux marchés des produits agricoles des pays Membres de l'OCDE.

[http://www.oecd.org/document/42/0,2340,fr\\_2649\\_201185\\_32034794\\_119660\\_1\\_1\\_1,00.html](http://www.oecd.org/document/42/0,2340,fr_2649_201185_32034794_119660_1_1_1,00.html)

**Olivier Blin, « l'organisation mondiale du commerce », Elipse 2004, 123 pages.** <http://www.eyrolles.com/Entreprise/Livre/9782729819002/livre-l-organisation-mondiale-du-commerce.php>

**Rainelli Michel, « L'Organisation mondiale du commerce », La découverte 2004.** L'auteur de ce livre analyse les causes des difficultés rencontrées par le GATT et les résultats des négociations de l'*Uruguay Round* qui ont donné naissance à l'OMC. <http://www.eyrolles.com/Entreprise/Livre/9782707142238/livre-l-organisation-mondiale-du-commerce.php>

**The WTO and the Multilateral Trading System: : Past, Present and Future.** By Bhagirath Lal Das (Zed Books, May 2004). For further information see: <http://zedweb.cybergecko.net/cgi-raw/a.cgi?1%2084277%20480%208>

## Evénements

**31 août**, OMC, Genève, Organe de règlement des différends

**1 – 3 septembre**, Ankara, Turquie, Conférence sur le changement climatique, Contact: Yunus Arian, Conférence Secrétariat, Téléphone: 90-312-287-6721, Fax: 90-312-285-5875 Email: [envir@ttnet.net.tr](mailto:envir@ttnet.net.tr) - Web Site: [http://www.cevreorman.gov.tr/iklimkonferansi/index\\_e.htm](http://www.cevreorman.gov.tr/iklimkonferansi/index_e.htm)

**1 – 4 septembre**, Johannesburg, Afrique du Sud, Conférence mondiale sur le développement durable, Jo'burg + 2, Contact: South African Department of Environmental Affairs and Tourism, Téléphone: 27-12-310-3911, Fax: 27-12-322-2682 - [http://www.environment.gov.za/Documents/Documents/2004Jun28/jhb2\\_28062004.html](http://www.environment.gov.za/Documents/Documents/2004Jun28/jhb2_28062004.html)

**1 – 4 septembre**, Kampala, Ouganda, Conférence sur la recherche agricole intégrée pour le développement. Contact: Conference Organizing Committee, Telephone: 256-77-221-351 - Fax: 256-41-280-351, Email: [naroconf@narosaari.org](mailto:naroconf@narosaari.org) - Web Site: <http://www.naro.go.ug/about/Events.htm>

**13 – 17 septembre**, Gaborone, Botswana, Atelier régional africain sur la synergie entre la Convention de Rio et les autres Conventions relatives à la diversité biologique... Contact: CBD Secrétariat, Téléphone: 1-514-288-2220, Fax: 1-514-288-6588 Email: [secretariat@biodiv.org](mailto:secretariat@biodiv.org), <http://www.biodiv.org/doc/meeting.aspx?lg=0&mtg=WSAGDL-01>

**13 – 17 septembre**, Barcelone, Espagne, Forum mondial sur l'urbain, Contact: World Urban Forum 2004, Téléphone: Email: [wuf@unhabitat.org](mailto:wuf@unhabitat.org) - Web Site: <http://www.unhabitat.org/wuf/2004/default.asp>

**16 – 17 septembre**, OMC, Genève, Organe de supervision des textiles

**20 – 24 septembre**, Genève, Suisse, 1<sup>ère</sup> conférence des parties de la Convention de Rotterdam, Contact: Jim Willis, UNEP Chemicals, Téléphone: 41-22-917-8111, Fax: 41-22-797-3460, Email: [chemicals@unep.ch](mailto:chemicals@unep.ch), Web Site: <http://www.pic.int>

**20 – 22 septembre**, OMC, Genève, réunion sur les services

**21 – 23 septembre**, OMC, Genève, Conseil des ADPIC, WTO/AIR/2359

**23 septembre**, OMC, Genève, Comité de l'agriculture

**26 – 30 septembre**, Montpellier, France, 8<sup>ème</sup> symposium international sur la Biosécurité dans les Organismes génétiquement modifiés, Contact: International Society for Biosafety Research, Téléphone: 33-1-30-83-37-30, Fax: 33-1-30-83-37-28 Email: [isbgmo@versailles.inra.fr](mailto:isbgmo@versailles.inra.fr) - Web Site: <http://www.inra.fr/gmobiosafety/aboutsymposium.php>

**27 septembre**, OMC, Genève, Conseil du commerce des services, session spéciale

**20 – 21 octobre**, OMC, Genève, Conseil général